

Revue de presse « *Défense* »



(contact : adulou@numericable.fr)

Votre avis nous intéresse : si vous voulez réagir à un article de la Revue de presse, vous pouvez soit contacter directement le responsable de thème de Défense soit réagir en adressant un courriel à l'adresse indiquée ci-dessus.

L'équipe de la Revue de presse Défense vous remercie de votre confiance et de votre intérêt pour son travail, toutes vos suggestions sont les bienvenues. Cette revue de presse paraît désormais sur le site de l'UNION-IHEDN, à l'adresse : union-ihedn.org



Le 13 avril 1598, est signé l'Edit de Nantes.

Date : 13 avril 2013

Sommaire des articles proposés

1) Enjeux de la Défense, Doctrine, Concepts, Missions :

- *Préserver notre armée d'excellence*
- *Pourquoi les drones vont nous envahir*
- *Armée, services de renseignements, lobbies : faut-il surveiller davantage les groupes de pression qui auraient les moyens de déstabiliser la démocratie française ?*

2) Relations internationales - Europe de la défense - OTAN :

- *Pékin et Washington s'allient pour dénucléariser la Corée du Nord*
- *Docteurs Folamour à la coréenne*
- *Il veut s'affirmer en leader régional : Maroc, l'envers du décor*

3) Armements - Industries - Économie :

- *Armement : les cinq contrats qui font rêver les industriels français au Brésil*
- *La Bolivie ouvre "la route du quinoa", la graine d'or des Andes*
- *États-Unis : les Américains et les armes, une drôle d'histoire*
- *Le président de la Fondation Prometheus appelle l'Europe à se doter de moyens pour lutter à armes égales avec la concurrence internationale*

4) Les forces armées - Air - Marine - Terre - Gendarmerie :

- *Qualification française du Tigre en version appui-destruction (HAD)*
- *Corymbe : fin de mission pour le mandat 119*
- *Concerts au profit de 1500 jeunes de la région bordelaise*

5) Zones de conflits :

- *Dans le Nord du Mali, le Mujao a fui l'armada française*
- *Mali: au moins trois soldats tchadiens tués dans un attentat suicide à Kidal*
- *Après la confirmation de l'allégeance du front al-Nosra à Al-Qaïda, la Syrie en appelle à l'ONU*
- *Tunisie : un activiste islamiste tué dans des affrontements avec la police*

6) Renseignements et menaces :

- *L'ONU accable la Libye à propos du trafic d'armes*
- *Chine : la grippe aviaire H7N9 se propage*
- *Des milliers de Tunisiens dans les rangs du Front Ennosra en Syrie*
- *Camps de réfugiés en Mauritanie Situation dramatique pour 75 000 Maliens*

7) Sécurité intérieure :

- *Synthèse de presse de la douane*

8) Énergie environnement climat :

- *Mini réseaux électriques : un marché mondial de 40 milliards de dollars d'ici 2020*
- *Après Shell, ConocoPhillips suspend ses forages offshore en Alaska*

9) Géopolitique de la culture :

- *Antisémitisme : nouvelle plainte de l'UEJF contre Twitter*
- *Il y a une logique dans l'escalade des mots en Corée du Nord*

10) Géopolitique de l'information :

- *La fiscalité numérique sur la table du CNUM*
- *La cyber sécurité : une priorité pour les Etats-Unis*
- *Fraudes à la carte bancaire : 1,7 milliards d'euros en 2012 en France*

- *Le secteur informatique français s'essouffle en 2013*
- *Le germanane comme alternative au silicium et au graphène*

11) Jour après Jour : le 13 avril

12) Revue de presse internationale en langue étrangère :

- *Tell the Truth About the Arms Treaty*
- *Japan Gives Taiwan Rare Concession in East China Sea Dispute*
- *Japan's missile defence plan: some facts*
- *Pentagon's proposed budget about same as last year*

13) Liste d'articles non retenus mais pouvant être consultés sur demande.

Votre avis nous intéresse : si vous voulez réagir à un article de la Revue de presse, vous pouvez contacter directement le responsable de la revue, en adressant un courriel à : adulou@numericable.fr, ou au webmaster du site « union-ihedn.org ».

1/ ENJEUX DE LA DEFENSE - DOCTRINE - CONCEPTS - MISSIONS

• THEME 1 - 1 : Préserver notre armée d'excellence

Source, journal ou site Internet : asaf

Date 12 avril 2013

Auteurs : la rédaction

Adressé par André Dulou (lettre adressée par Henri Pinard-Legry)

Une institution de référence

Alors que la situation économique et financière de la France se dégrade, que la cohésion nationale s'effrite et que le doute ronge les esprits, l'armée, malgré les multiples réductions budgétaires dont elle a été l'objet depuis des décennies, apparaît comme une des rares institutions dans lesquelles les Français ont confiance. Son efficacité dans la conduite des opérations, la loyauté dont elle fait preuve et le sens de l'intérêt national qui l'anime tranchent avec le sentiment d'impuissance que donnent trop souvent les institutions civiles dans la mise en œuvre des indispensables réformes de l'Etat. L'armée constitue aujourd'hui, pour nombre de Français, une référence.

L'impact de Serval

L'opération Serval au Mali, remarquablement conçue, conduite et exécutée par nos forces, vaut à notre pays une considération inhabituelle et lui donne une crédibilité dont il avait bien besoin, tant de la part des pays africains que de nos alliés - notamment américains et

britanniques - et de la plupart des autres pays étrangers. L'armée française a non seulement évité aux 6 000 Français de Bamako de devenir les otages des groupes islamistes terroristes, mais elle a redonné à notre diplomatie sa capacité d'agir dans notre zone d'intérêt stratégique. Le succès actuel de nos armes donne aux Français le sentiment d'une légitime fierté compte tenu de la complexité d'une opération qui se déroule à plus de 4 500 kms de la métropole et qui associe à nos forces celles d'une dizaine d'armées africaines ainsi que le soutien d'autant d'armées alliés.

L'efficacité de l'armée reconnue par les Français

Nos compatriotes ont pu vérifier comment, sur un très court préavis, les armées ont su monter en puissance, être projetées en zone inconnue et être engagées avec succès face à un adversaire islamiste fanatisé et connaissant très bien le terrain. Ils ont découvert, pour la plupart, la compétence et la remarquable organisation des états-majors, le courage et le haut niveau d'entraînement des unités et des équipages. Ils ont pu mesurer l'extraordinaire réactivité opérationnelle des hommes et des femmes qui servent les armes de la France.

Prise de conscience

Mais les Français ont aussi découvert la vétusté de nombreux matériels et nos lacunes notamment dans le domaine du transport aérien stratégique. Par ailleurs, ils ont conscience que la menace islamiste terroriste, qui touche aujourd'hui le Mali, concernera demain la France et l'Europe si nous ne la combattons pas dès maintenant avec détermination. Aussi ne faut-il pas s'étonner que dans un récent sondage - sur lequel le ministère de la Défense ne souhaite pas communiquer - 2/3 de nos compatriotes se prononcent pour le maintien ou l'accroissement de notre effort de Défense et que 90% estiment que la France doit rester une grande puissance militaire.

Les attentes des Français

Les Français savent que les armées ont déjà largement contribué au redressement des finances publiques, puisque l'effort de défense a été divisé par deux en 30 ans ; ils constatent que leur armée ne possède déjà plus certaines capacités essentielles et que nombre de ses matériels doivent être renouvelés. Ils ne veulent plus, même en cette période de rigueur, que le budget de la Défense soit réduit d'une façon ou d'une autre. En revanche, ils demandent aux autres ministères, notamment non régaliens, aux collectivités territoriales et agences publiques, dont la gabegie est régulièrement dénoncée par la Cour des comptes et certains médias, de fournir les efforts qu'ils n'ont pas encore faits. Alors que la dépense publique représente 56% du produit intérieur brut (PIB), les Français n'attendent donc plus d'économies sur le 1,5% consacré à la Défense mais sur les 54,5% restant. Ils ont parfaitement compris que réduire la Défense affaiblit la France.

Les armées, un atout contre la crise

Les armées constituent, en fait, un recours contre la grave crise que traverse notre pays. Les valeurs que les soldats cultivent pour affronter les situations de guerre peuvent inspirer tous les Français qui affrontent la crise : maîtrise de soi, courage et solidarité. Par ailleurs, les investissements réalisés dans les équipements militaires de haute technologie permettent à notre pays de conserver sa souveraineté, de renforcer son outil industriel, de faire bénéficier

l'industrie civile des innovations militaires et d'accroître nos exportations. Enfin, le maintien des effectifs des armées permet directement de disposer des capacités nécessaires pour remplir avec succès les missions qui leur reviennent et indirectement de participer à l'effort d'éducation, de formation et d'intégration des jeunes Français dans la société française.

« ...Être aujourd'hui militaire suppose donc une formation d'excellence. C'est pourquoi je souhaite que beaucoup de jeunes en France s'engagent et qu'ils trouvent à travers cette expérience professionnelle le sens de l'effort, du courage, de la pugnacité, de la persévérance, mais aussi de la formation qui leur permettra plus tard d'exercer des métiers civils. »
(François Hollande - vœux aux armées - Olivet le 9 janvier 2013)
Le 28 mars, le chef de l'Etat, chef des armées, s'est engagé à préserver le volume du budget affecté à la Défense. Il importe d'être désormais vigilant sur l'interprétation exacte des termes employés, en particulier dans l'esprit de Bercy! D'ores et déjà, il apparaît que de nouvelles réductions d'effectifs et d'équipements seraient envisagées pour notre armée d'excellence...

• [THEME 1 - 2 : Pourquoi les drones vont nous envahir](#)

Source, journal ou site Internet : [Le Nouvel Observateur](#)

Date 12 avril 2013

Auteurs : Paul Laubacher

Adressé par Jean-François Mazaleytrat

En 2020, 10.000 drones civils voleront dans le ciel américain. De la police à l'agriculture en passant par le journalisme, ces engins volants vont bouleverser les usages. 10.000 ! C'est le nombre de drones civils qui vrombiront d'ici 2020 au-dessus des Etats-Unis selon la FAA (l'administration fédérale de l'aviation américaine). Dès 2015, l'espace aérien américain devrait être définitivement ouvert aux drones. Le drone n'est déjà plus réservé aux forces armées, qui ont usé et abusé des possibilités du Predator. Santé, sécurité, environnement, et même... journalisme, des ingénieurs dessinent de futurs usages inattendus aux drones.

1. Sécurité : des drones équipés de gaz lacrymos et balles en caoutchouc ?

Outre-Atlantique, les policiers se penchent sur l'utilisation de drones. Dix-sept départements de police et bureaux de shérifs américains ont déposé une demande d'autorisation auprès de FAA pour l'utilisation de drones, selon un document révélé le 8 février dernier. Les policiers assument. Les drones serviront à faire respecter l'ordre et la loi. Les drones serviront surtout à surveiller et à contrôler les foules. Ils deviendront complémentaires des caméras de surveillance. Parfois, les forces de police vont plus, à l'image d'un shérif du Texas qui imagine équiper ses drones avec des tasers, du gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc. La motivation des forces de l'ordre est aussi pécuniaire. Le maire de Seattle Mike McGinn, par exemple, estime que le drone peut être une alternative peu coûteuse à l'hélicoptère. Les drones pourraient être utilisés pour la surveillance des frontières. Le département américain de la sécurité intérieure (Homeland, NDLR) a déjà des drones qui patrouillent aux frontières. Selon le site spécialisé The Verge, ceux-ci seraient équipés de capteurs capable de distinguer des personnes armées ou non et capable d'intercepter les signaux de communication.



2. Ecologie : des drones pour surveiller les baleiniers

Les associations protection de l'environnement ne manquent pas d'imagination. Inspecter les oléoducs, survoler la calotte glaciaire, surveiller les baleiniers... Pour les écologistes, les drones sont être une nouvelle arme à leur service. L'organisation mondiale de protection de la nature, WWF, a annoncé, le 8 février dernier, son intention de déployer des drones de surveillance. Leur but ? Aider l'organisation pour protéger les espèces sauvages qui sont menacées par les braconniers et le marché noir. L'association écologique indique que d'ici la fin 2013, elle aura déployé des "yeux dans le ciel" dans au moins un pays d'Afrique ou d'Asie. Elle prévoit d'en implanter dans un deuxième pays en 2014 grâce à un financement de près de 5 millions d'euros.

3. Humanitaire : des drones acheminent médicaments... et chocolats

Acheminer les denrées, le matériel, l'eau potable, inspecter les zones touchées par une catastrophe naturelle ou encore sécuriser Fukushima... Les drones entrent au service de l'humanitaire. La société américaine Matternet, basée en Californie et fondée par une ancienne avocate dominicaine, assure, par exemple, que les drones vont révolutionner le transport et donc améliorer le quotidien de milliers de personnes. Matternet a d'ailleurs testé ses drones en Haïti, après le tremblement de terre. "Nous avons livré des médicaments et du chocolat pour les enfants qui vivaient dans un camps de réfugiés", raconte Paola Santana, fondatrice de Matternet. L'autrichien Stefen Riegebauer assure que les drones peuvent sauver des vies. Après avoir lu une enquête du quotidien américain "USA Today" qui révélait que les victimes de crises cardiaques mourraient plus souvent dans l'ambulance qu'à l'hôpital, il a décidé d'agir. Stefen Riegebauer est en train de concevoir le premier réseau de drones de premiers secours. Son but ? Acheminer l'équipement et les équipes de secours sur les lieux plus rapidement possible. Son idée fonctionne ainsi : une application regroupe toutes les personnes formées aux soins de premiers secours au sein d'une communauté. Une station de drones équipés de défibrillateurs est installée sur tous les bâtiments d'une ville. Dès qu'un des membres de la communauté envoie un signal d'alerte via l'application, un drone apporte directement le défibrillateur sur place et les services de secours sont alertés. En France, ce sont les sapeurs-pompiers des Landes qui testent l'efficacité des drones. La société Fly-n-Sense a développé un drone pour la lutte opérationnelle contre les incendies. Les viticulteurs s'y mettent aussi pour la surveillance sanitaire de leurs vignes.

4. Agriculture : des drones pour le cultivateur

Le drone devient le meilleur allié de l'agriculteur. De loin, le drone d'Airinov, jeune start-up française, ressemble à un jouet télécommandé. De près aussi. Mais ce drone est capable de livrer un diagnostic agronomique pointu et de guider le cultivateur vers une utilisation optimale de leurs terres. Pour les agriculteurs, point de surveillance. L'utilisation de drones permet de dresser un portrait précis des parcelles agricoles et de leur bonne santé. "L'agriculture utilisera 80% des drones dans les prochaines années une fois qu'ils seront autorisés à voler dans l'espace aérien américain", prédit Michael Toscano, le président de

l'association AUVSI. "Par exemple, les agriculteurs pourront utiliser les drones pour traiter les cultures plus efficacement, à deux ou trois mètres au-dessus des plantes", explique-t-il. "Il sera possible de contrôler la pulvérisation des traitements pour qu'ils arrivent sur les plantes, à faible dose. Ainsi, ils n'atteindront pas la nappe phréatique."

5. Journalisme : des drones en zone de guerre

La folie des drones atteint les médias. Avec ces aéronefs sans pilotes, les journalistes s'emparent d'un nouvel outil. Et les universités américaines n'ont pas attendu longtemps avant de proposer des formations pour apprendre à s'en servir. "Je pense qu'il y aura une demande pour cela, comme pour n'importe quelle technologie qui peut entrer dans la boîte à outils du journaliste", estime William Allen, professeur à l'Université du Missouri sur ABCNews. L'Université du Missouri est la première à avoir ouvert, en février, une formation sur les drones. Des étudiants pakistanais, qui visitaient le centre de formation, ont d'ailleurs suggéré que les drones soient utilisés pour couvrir les zones de guerre, plutôt que de risquer la vie de journalistes.

- **[THEME 1 - 3 : Armée, services de renseignements, lobbies : faut-il surveiller davantage les groupes de pression qui auraient les moyens de déstabiliser la démocratie française ?](#)**

Source, journal ou site Internet : Atlantico

Date : 13 avril 2013

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Le magazine suisse l'Hebdo affirme que l'armée française serait responsable de la chute du ministre du Budget Jérôme Cahuzac qui préconisait des coupes drastiques dans le budget de la grande muette. Fondées ou pas, ces accusations posent la question du pouvoir de déstabilisation démocratique de certains groupes de pression.



Au sein de l'armée française, seules deux officines pourraient être capables d'organiser et de mener directement ce type d'opérations... Crédit Reuters

Atlantico : Le magazine suisse *l'Hebdo* affirme que la chute de Jérôme Cahuzac serait à mettre sur le compte des services secrets français. En cause : les coupes drastiques dans le budget de la Défense prévues par le ministre, qui voulait "*couper les ailes de l'armée française sur l'autel de la rigueur budgétaire*". L'armée aurait donc "*eu sa peau*", selon le magazine (voir ici). Cette hypothèse vous paraît-elle crédible ?

Monsieur Y : Au sein de l'armée française, seules deux officines pourraient être capables d'organiser et de mener directement ce type d'opérations : la DGSE (Direction Générale de la Sécurité Extérieure) et la DRM (Direction du Renseignement Militaire). Et à mon avis, il n'est pas crédible qu'elles l'aient fait. Ce n'est pas leur marque. Quant à la DPSD (Direction de la Protection et de la Sécurité de la Défense), elle n'en a ni le temps, ni les moyens. Et des militaires en uniforme, encore moins. En revanche, ce qui est crédible, c'est que certains gradés se soient organisés pour précipiter la chute de Cahuzac avec l'aide d'officines de sécurité privées dans lesquelles on retrouve d'ailleurs beaucoup d'anciens militaires dont des généraux. Ils pourraient ainsi avoir mandaté l'une de ces sociétés pour qu'elle aille trouver les preuves en Suisse et qu'elle les rapporte. Il est en effet indéniable que les questions de budget ont fortement dégradé l'ambiance au sein du ministère de la Défense. Les États-majors sont très remontés sur le sujet et des groupes, tout à fait disposés à agir, se sont constitués pour faire valoir leurs intérêts sur ce sujet. On ne peut pas exclure que les industriels de l'armement agissent également à leur manière.

Ces groupes pourraient-ils représenter des sources de déstabilisation au-delà de ces problématiques budgétaires ? Existe-t-il aujourd'hui des groupes non légalistes au sein de l'armée française ?

Monsieur Y : Je l'exclus catégoriquement. A ma connaissance, aucune menace de ce type n'a été répertoriée depuis 1968.

Les armées belge (voir ici) et américaine (voir là) ont récemment été l'objet d'infiltration par des réseaux néo-nazis. La Belgique s'inquiète aussi des réseaux salafistes (voir ici). La France est-elle concernée par ce type de problèmes ?

Monsieur Y : Aucun groupe d'extrême droite n'est aujourd'hui à l'œuvre au sein de l'armée française. La menace salafiste ne me semble pas plus crédible. Chez les gradés, la question est hors sujet – leur sociologie parle d'elle-même. Chez les sous-officiers de terrain, cela se saurait immédiatement. En opération, les hommes vivent ensemble 24 heures sur 24. Ils ne sont jamais à l'abri les uns des autres.

Par quels moyens l'armée se prémuni-t-elle concrètement contre ce type de dérives ?

Monsieur Y : Les gradés surveillent leurs hommes au plus près et encore plus avant de partir en opération. Pendant la guerre au Liban, on évitait d'emmener ceux qui avaient des attaches sur le terrain. Mais la pratique a cessé. Il y a déjà tellement de filtres tout au long de la carrière, que cela n'avait pas vraiment de sens.

Au-delà de l'armée, quels sont aujourd'hui les principaux groupes d'influence qui régissent le pouvoir en France ? Quel est leur pouvoir de déstabilisation potentielle de la démocratie ?

Roger Lenglet : Les lobbies qui agissent jusqu'au cœur du pouvoir pour défendre leurs intérêts particuliers sont si nombreux que si l'on commence à s'interroger sur tous ceux qui peuvent se réjouir du départ de Jérôme Cahuzac, une encyclopédie n'y suffirait pas. Pour ne prendre que l'armée française, puisqu'on l'évoque, **elle n'illustre qu'un lobby corporatiste parmi d'autres dont les intérêts croisent ceux des firmes d'armement** : les équipementiers sont aussi concernés, comme tous ceux qui prospèrent sur le budget consacré aux forces militaires, notamment les entreprises du secteur civil où sont implantés les unités militaires

(constructeurs automobiles, promoteurs immobiliers...), sans oublier les formations politiques qui bénéficient des financements discrets des fabricants d'armes, de même que les syndicats qui profitent aussi de circuits financiers mis en place dans cette filière pour acheter la paix sociale. Et tant d'autres lobbies pourraient être cités dans tous les secteurs où le ministre se préparait à tailler dans les budgets ! J'examine justement, dans un livre qui paraît ces jours-ci (*24 h sous influence*) cette prolifération de lobbies qui tirent les ficelles et font pression sur les décideurs politiques à notre insu, jusqu'à redéfinir chaque heure de notre vie quotidienne et hypothéquer notre santé.

Georges Fenech : Les groupes de pression existant en France, plus ou moins puissants, plus ou moins institutionnels, sont très nombreux et de natures diverses. **Il y a tout d'abord des associations qui organisent une forme de prosélytisme, de communication voire de pression et qui, bien que critiquables sur certains aspects, constituent de formidables groupes de pression légaux.** Certaines associations envoient très régulièrement des lettres ou des questionnaires à l'Assemblée nationale puis en publient les résultats ou les non-réponses. Dans la même veine, les syndicats et les associations professionnelles sont des groupes de pression qui ont pignon sur rue notamment dans les corps de métiers "puissants" comme la justice. **La France compte également des cabinets spécialisés dans le lobbying auprès des parlementaires, qu'ils soient français ou européens,** qui sont conviés régulièrement à des réunions pour faire la promotion d'une idée ou un produit à faire entrer sur le marché commun. Mon parcours m'oblige également à parler des **groupes sectaires dont l'influence n'est en rien négligeable.** On ne le sait pas forcément mais ces entités s'organisent de manière très structurée par le biais de structures comme la CAPLC (coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience) qui distribue partout des plaquettes. Très riches, très puissantes, elles remettent en cause les institutions et occupent en permanence Internet. Enfin, au niveau des groupes qui cultivent le secret, on trouve les Francs-Maçons, ou encore ceux qui n'ont pas de structures définies, comme la promotion Voltaire dont on parle beaucoup depuis l'élection de François Hollande, ou encore les Think Tank. **Il faut être vigilant quant à ce que sont réellement ces groupes afin de ne pas tomber ni dans le cliché ni leur imputer une trop grande influence.**

Quels sont les liens qui unissent ces groupes entre eux ? Dans quelle mesure ces liens augmentent-ils leur pouvoir d'action ?

Roger Lenglet : L'action des lobbies consiste à agir sur le gouvernement et sur le législateur, par exemple en leur livrant clé en main des projets de loi ou des amendements, en leur versant des sommes d'argent, ou encore en installant leurs conseillers au sein des ministères et en apportant aux élus des réseaux d'influence jusqu'au sein des institutions. Ils créent des super lobbies pour accroître leur pression, telle que la Table Ronde des Industriels, par exemple, qui associe des dizaines de multinationales de tous les secteurs, et il en existe beaucoup d'autres. **Les lobbies visent aussi très souvent l'opinion publique, notamment à travers les think tanks qu'ils financent ou créent à dessein, parfois par le biais d'agence de lobbying, pour créer des « consensus » et orienter les idées en faveur de leurs intérêts.** Bien sûr, faire éclater des scandales fait partie de l'arsenal des moyens pour salir des réputations et neutraliser des ministres gênants, mais ils préfèrent généralement s'en tenir à des actions plus contrôlables. Car faire éclater un scandale présente de gros risques, notamment celui de provoquer des enquêtes journalistiques et judiciaires. De plus, la réaction de l'opinion peut pousser un gouvernement à engager des réformes qui finalement contredisent les plans des lobbies initiateurs. Ainsi, les lois en préparation contre les conflits d'intérêt, contre la corruption, contre la fraude et l'évasion fiscale illustrent parfaitement ce risque : les lobbies

les plus manipulateurs, en particulier ceux du secteur pharmaceutique, de l'armement, des banques, de l'immobilier, de l'eau et du pétrole, avaient tout à redouter de l'explosion de l'affaire Cahuzac puisqu'elle pouvait mettre en exergue des relations inavouables avec le monde politique. Si l'un de ces lobbies ou plusieurs d'entre eux ont voulu envoyer un avertissement aux élus socialistes, voire à François Hollande lui-même, ils viennent de découvrir que la réponse du berger à la bergère peut se révéler très embarrassante. En tout état de cause, les projets de loi annoncés par le Président vont placer les lobbies devant des difficultés sans précédent.

Georges Fenech : Il est clair qu'un certain nombre de groupes, de par leurs structures, sont parfois interconnectés et font front commun sur des questions ponctuelles qui servent des intérêts communs. Là où nous devons cependant être particulièrement vigilants, c'est lorsqu'il s'agit de groupes de pression occultes qui peuvent par exemple instrumentaliser la justice en portant plainte à partir d'éléments qui ne sont pas toujours fondés. Dans l'exemple de l'association Anticor, qui a maintenant été créditée par la justice, **il est bon de prendre malgré tout de la distance afin de garder à l'esprit que toutes les informations mises en avant doivent être vérifiées pour ne pas qu'en poursuivant un but initialement honorable, on se retrouve dans des situations d'abus.**

Ces groupes, souvent supposés être des contre-pouvoirs, finissent-ils par constituer le pouvoir lui-même ? Sont-ils capables de faire et défaire les rois et les lois ?

Roger Lenglet : C'est là tout le problème. Certains groupes vont même jusqu'à conditionner de bout en bout la carrière d'élus en leur apportant leur soutien financier et relationnel non seulement entre deux mandats mais aussi pendant leur exercice. **D'où l'enjeu d'interdire le cumul des rémunérations des politiques, voire de les obliger à respecter un délai de plusieurs années avant de travailler pour des groupes d'entreprises qui peuvent avoir bénéficié de leurs décisions publiques.** Pour n'en prendre qu'un exemple ou deux, on peut se demander pourquoi les socialistes ont pendant longtemps accepté qu'Eric Besson siège au bureau du PS en tant que responsable du secteur économique alors qu'il était parallèlement l'un des dirigeants de Vivendi (délégué général de la Fondation éponyme) et député de la Drôme. Quand je l'ai interrogé à ce sujet, son cabinet m'a fait une réponse éloquente : « Beaucoup d'autres députés font la même chose ! » Comme je le rappelle dans mon livre, le lendemain matin de la défaite de Nicolas Sarkozy, il ouvrait un cabinet de lobbying : « Eric Besson Consulting ». Il confesse qu'il assure à présent des missions d'influence pour des multinationales, mais refuse de dévoiler leur nom. Plusieurs autres membres du gouvernement sont également retournés au lobbying. N'oublions pas que Cahuzac a été imité par Bernard Kouchner qui, entre deux ministères de la Santé, a contacté aussi Daniel Vial pour assurer des missions de lobbying pour l'industrie pharmaceutique. Plus récemment, Frédéric Lefebvre a repris de son côté cette activité, parmi d'autres...

Georges Fenech : C'est exactement ce à quoi il faut faire attention car c'est bien là qu'apparaît la dérive la plus dangereuse. **Des groupes comme la franc-maçonnerie ou l'Opus Dei sont parfaitement légaux mais il est malgré tout légitime de s'inquiéter d'une façon de fonctionner qui peut parfois sembler souterraine et donc difficile à contrôler.** Quant à savoir si ces réseaux prennent pied dans l'administration, la réponse est relativement claire. **Il existe très probablement des systèmes d'amitié qui se créent, parfois partant de très petits groupes, entre des individus qui à un moment occupent des postes clés** et qui peuvent ainsi établir des réseaux de confiance et d'entraide. A l'extrême de tout cela, et sans mettre en cause qui que ce soit, il y a les groupes de rupture les plus durs à visée politique

comme la France en a connu il n'y a pas si longtemps. Je pense donc qu'**il peut y avoir des obédiences, des appartenances qui en fait tirent une partie des ficelles du pouvoir.** Bien qu'il ne faille pas pour autant voir des complots partout, et peut-être suis-je déformé par mon parcours, je reste convaincu qu'il existe des réseaux d'influences qui agissent de manière organisée, unis par un certain nombre de convictions.

Certains de ces groupes, de ces réseaux pourraient-ils même faire basculer le pouvoir ? Sous quelles conditions ?

Roger Lenglet : Les lobbies des secteurs que je viens d'évoquer tiennent les cordons de la bourse, dans tous les sens du terme. Ils se contentent d'adouber les présidentiables : par exemple, ces derniers vont systématiquement se présenter au groupe de PDG et de milliardaires du Bildelberg qui prend des garanties sur les grandes orientations des gouvernements des pays riches. Même les candidats à la Maison Blanche vont y montrer patte blanche. **Le destin des gouvernements est étroitement lié à ces groupes, notamment à travers le contrôle de l'opinion publique par les grands médias qui leur appartiennent.** L'influence des lobbies financiers et industriels sur les autorités politiques est devenu permanent, y compris sur les autorités locales. Il est urgent, si nous voulons sauver la démocratie, de se mobiliser, de poser des limites et d'imposer plus de transparence sur les véritables processus de décisions.

Georges Fenech : Je ne serais pas étonné qu'il y ait des groupes capables de faire cela. Si on prend l'exemple de l'intelligence économique, on constate que certains groupes de pression sont tout à fait capables de faire plier de grandes entreprises. Je m'interroge notamment sur l'affaire de la viande de cheval, et sur comment tout cela a pu commencer. N'y a-t-il pas eu une déstabilisation de départ ? Il y a clairement des techniques de barbouzes qui relèvent de la concurrence déloyale, de la concurrence occulte qui ont cours dans le monde de la compétition commerciale. Il pourrait tout à fait y avoir derrière tout cela un complot profond. Ainsi, **dès qu'on a un pouvoir, il faut essayer au maximum de se prémunir contre ces phénomènes de pression.**

La justice elle-même a déjà été instrumentalisée, de même que la presse. Personne n'est à l'abri d'influence détournée voire de chantage ayant pour but d'orienter des décisions politiques ou de faire renoncer un dirigeant politique à une initiative. Ce genre de méthode existe aussi bien aux Etats-Unis, qu'en Europe ou en France. A partir du moment où quelqu'un est au pouvoir et est tenu, il est pieds et poings liés. **Nous vivons aujourd'hui dans une société où il existe des individus capables de s'organiser pour déstabiliser un journal, une juridiction ou même l'Assemblée nationale.**

2/ RELATIONS INTERNATIONALES - EUROPE DE LA DEFENSE - OTAN :

- **THEME 2 - 1 : Pékin et Washington s'allient pour dénucléariser la Corée du Nord**

Source, journal ou site Internet : Le Monde

Date : 13 avril 2013

Auteur : avec AFP

Adressé par Jean-François Mazaleyrat



Les chefs des diplomaties chinoise et américaine, le conseiller d'Etat Yang Jiechi et le secrétaire d'Etat John Kerry ont déclaré samedi 13 avril vouloir œuvrer ensemble à la dénucléarisation de la péninsule coréenne, lors d'une entrevue à Pékin. *"S'attaquer au problème nucléaire en Corée sert les intérêts de toutes les parties"*, a déclaré M. Yang, en promettant que Pékin travaillerait dans ce but avec d'autres pays, dont les Etats-Unis. *"La Chine et les Etats-Unis doivent ensemble prendre des mesures pour parvenir à l'objectif de la dénucléarisation de la péninsule coréenne"*, a acquiescé M. Kerry. Après une étape à Séoul, où il a réaffirmé le soutien de Washington à son allié sud-coréen, John Kerry s'est rendu à Pékin pour convaincre les autorités chinoises de hausser le ton sans délai face à la Corée du Nord. Il a souligné *"l'énorme potentiel"* de la Chine pour aider à apaiser Pyongyang. En visite à Pékin vendredi, le ministre des affaires étrangères Laurent Fabius a déclaré que les dirigeants chinois étaient *"très préoccupés"* par le comportement de leur allié nord-coréen. *"Les Chinois nous ont dit aussi qu'ils faisaient le maximum d'efforts pour que la tension soit réduite"*, a-t-il ajouté.

PYONGYANG "N'A PAS ENCORE DÉMONTRÉ" SA CAPACITÉ NUCLÉAIRE

Plus tôt dans la journée, la présidence américaine a infirmé la déclaration d'un parlementaire républicain. Ce dernier avait cité un rapport du renseignement militaire américain, selon lequel la Corée du Nord disposerait de la capacité de miniaturiser une arme nucléaire et de la monter sur un missile balistique. *"Il est inexact de suggérer que le régime nord-coréen a complètement testé, mis au point ou démontré ce type de capacités nucléaires"*, a corrigé la Maison Blanche. Selon ce document de la Defence Intelligence Agency (DIA), révélé par erreur par un membre de la Chambre des représentants lors de l'audition de responsables du département de la défense, *"la Corée du Nord dispose d'armes nucléaires capables d'être lancées par des missiles balistiques, bien que la fiabilité demeure faible"*.

LE JAPON MENACÉ DE REPRÉSAILLES

Le régime nord-coréen a menacé le Japon de représailles nucléaires s'il s'impliquait de quelque manière que ce soit dans un conflit qui éclaterait dans la péninsule coréenne. Qualifiant de *"provocatrices"* les déclarations de Tokyo qui assure qu'il intercepterait les missiles de Pyongyang, l'agence de presse gouvernementale de la Corée du Nord, KCNA, a prévenu qu'un tel geste risquerait de plonger le Japon *"dans des flammes nucléaires"*. Côté japonais, le porte-parole du ministère de la défense a déclaré : *"Nous sommes conscients des remarques faites par la Corée du Nord à travers les médias et autres canaux. Nous ne pouvons pas les commenter, mais nous pouvons dire que nous allons prendre toutes les mesures possibles pour répondre à tout type de scénario."* Ignorant les mises en garde de son voisin et allié chinois, Pyongyang a déployé la semaine passée sur sa côte orientale deux missiles Musudan, d'une portée théorique de 4 000 kilomètres, soit la capacité pour atteindre la Corée du Sud, le Japon ou l'île américaine de Guam, selon Séoul. Ce missile n'a jamais été testé auparavant. Selon le Japon, une ou deux rampes de lancement de missile sont actuellement orientées vers le ciel, ce qui pourrait indiquer l'imminence d'un tir, peut-être autour du 15 avril, jour de la naissance du fondateur de la République démocratique populaire de Corée.

• THEME 2 - 2 : Docteurs Folamour à la coréenne

Source, journal ou site Internet : Le Monde diplomatique

Date : 10 avril 2013

Auteur : Martine Bulard

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Ce n'est pas la première fois — ni certainement la dernière — que la République populaire démocratique de Corée (RPDC) donne de la voix, montre ses muscles, et menace ses voisins du pire. Pour autant, les diatribes ont rarement duré aussi longtemps. Depuis le troisième essai nucléaire souterrain de février 2013, l'escalade paraît sans limite : rejet de l'armistice de 1953 qui a stoppé la guerre entre les deux parties de la péninsule et de tous les accords signés depuis ; menaces de tirs sur les bases américaines de Guam, voire sur les Etats-Unis eux-mêmes et sur le frère ennemi sud-coréen ; fermeture de la zone industrielle intercoréenne de Kaesong et retrait de ses 53 000 travailleurs nord-coréens ; installation de deux missiles de moyenne portée sur la côte est... Nombre d'experts parlent d'un éventuel tir d'ici le 15 avril, date anniversaire de la naissance du fondateur de la RDPC Kim Il-sung, grand-père de l'actuel dirigeant Kim Jong-un. Du côté américain, les provocations répondent aux provocations. Début mars, leurs manœuvres militaires, soutenues par les forces sud-coréennes, ont mobilisé plus de 40 000 soldats à la limite des eaux territoriales nord-coréennes — le partage entre le Nord et le Sud étant toujours contesté par Pyongyang. Rappelons que 28 000 GI américains stationnent de façon permanente en République de Corée (Republic of Korea — ROK), que des bombardiers B-52 et B-2 (furtifs) ont survolé le territoire sud-coréen avec moult démonstrations, que deux destroyers ont d'ores et déjà pris place près des côtes de la ROK et que des drones seraient également à l'œuvre, tandis qu'un système de missiles antibalistiques THAAD est en cours d'installation sur l'île de Guam. Ce déploiement de forces américaines est destiné à marquer les esprits — en Corée du Nord bien sûr, mais aussi dans l'ensemble du Pacifique et singulièrement à Pékin. Cela fait partie du fameux « tournant asiatique » annoncé par M. Barack Obama lors de son discours sur l'Etat de l'Union en janvier dernier. De quoi conforter, en tous cas, la nouvelle présidente de Corée du Sud, Park Geun-hye, fille de l'ancien dictateur Park Cheun-hee, qui a demandé aux militaires de se « *tenir prêts pour une riposte sévère et immédiate, sans aucune autre considération politique* ». « *Les démonstrations de force, quotidiennes et permanentes, constate John Delury, un chercheur américain de l'université Yonsei à Séoul, ne viennent pas seulement du Nord, mais aussi des Etats-Unis et de la Corée du Sud qui, dans le cadre de leurs exercices militaires annuels, ont capté l'attention mondiale ; la péninsule n'est plus associée au "Gangnam style" mais aux armes nucléaires et aux bombardiers furtifs* . » Un jeu extrêmement dangereux. Bien sûr, ni Pyongyang, ni Séoul, ni Washington, ni Pékin (le seul « allié », de plus en plus distant, de la RDPC) n'ont intérêt à une déflagration. Après tout, plus grave que les débordements verbaux, le bombardement, en novembre 2010, de l'île Yeonpyeong qui avait fait quatre morts sud-coréens, aurait pu servir de prétexte à une escalade militaire. Toutes les parties ont alors fini par retrouver la voie des négociations — les pourparlers à six (les deux Corées, la Chine, les Etats-Unis, le Japon, la Russie) ont permis de geler les tensions. En ira-t-il de même dans les prochaines semaines ? Pyongyang se saisira-t-il de l'annonce du gel des essais américains de missiles balistiques intercontinentaux à ogive nucléaire (Minuteman III), pour reprendre la main dans les négociations ? Rien n'est moins sûr. Mis à part le président américain Barack Obama et le président russe Vladimir Poutine, tous les dirigeants de la région viennent de prendre leur fonction — ce qui ne veut pas dire, loin de là, qu'ils sont inexpérimentés. M. Abe Shinzo est devenu premier ministre du Japon depuis septembre 2012 et doit affronter des élections en juillet prochain ; le président chinois Xi Jinping a pris officiellement ses

fonctions en mars 2013 ; la présidente sud-coréenne Park, fin février. Quelle est vraiment leur politique à l'égard de ce turbulent voisin ? Trop tôt pour répondre. Comme il est difficile de cerner les choix de M. Kim, qui a remplacé son père en décembre 2011.

Un moyen de protection et enjeu de négociation

Reprenant le flambeau paternel, le dirigeant nord-coréen est convaincu que le chantage nucléaire peut être efficace : l'Irak, sans ce type d'armement, a été envahi par les troupes américaines et pas l'Iran, soupçonné de le posséder. Sans parler des aides internationales (alimentaires, pétrolières...) obtenues lors des négociations à six après des rodomontades et autres chantages. M. Kim veut donc faire du nucléaire un moyen de protection et un enjeu de négociation, notamment avec les Etats-Unis. C'est avec cet objectif en tête, qu'il a reçu en grande pompe la star du basket américain Dennis Rodman — à la manière de Glenn Gowan, le pongiste américain qui se rendit en Chine en 1971 et préluda à la rencontre entre Richard Nixon et Mao Zedong quelques mois plus tard. A l'époque, on avait parlé de « *diplomatie du ping-pong* ». Rodman s'est répandu un peu partout pour dire que le président nord-coréen souhaitait « *parler en direct à Barack Obama* » (« [“Kim Jong-un wants Obama to call him” – Rodman](#) », [NK.news.org](#), 4 mars 2013). L'histoire va-t-elle se répéter et accoucher d'une « *diplomatie du basket* » ? Les événements n'en prennent pas l'allure. De toute évidence, l'attitude de Kim Jong-un vise également sa propre population. Depuis son arrivée au pouvoir, plusieurs militaires de haut rang (dont le vice-maréchal Kim Jong Gak) ont été « *appelés à d'autres fonctions* », comme on dit. La rotation des fonctions est officiellement la règle, mais M. Kim et son entourage cherchent à reprendre la main sur une armée devenue omnipotente. On ne peut pas évacuer l'idée que la rhétorique guerrière et les messages de fermeté à l'égard de Séoul et de Washington servent aussi à rassurer cette armée, inquiète des changements.

Un premier ministre réformateur

Mais, comme le note l'agence de presse NK News, ce sont les questions du développement économique et de l'amélioration des conditions de vie qui semblent au cœur des préoccupations : « *Les journaux occidentaux parlent de guerre, ceux de la Corée du Nord parlent économie* », souligne l'agence. De fait, l'assemblée populaire suprême de RDPC, qui s'est réunie le 1er avril, a révoqué plusieurs ministres. Le premier ministre a été remplacé par M. Pak Pong-ju, qui n'est pas un inconnu pour les Nord-coréens. Il a déjà occupé ces fonctions de 2003 à 2006, lançant alors des réformes économiques accordant plus d'autonomie aux entreprises et un assouplissement du commerce, avant d'être suspendu puis limogé. On le dit partisan de réformes à la chinoise. Son retour semble indiquer une volonté d'impulser des changements. Déjà, Pyongyang connaît une certaine effervescence, loin des caricatures souvent dessinées (lire Philippe Pons, « [En Corée du Nord, la société s'éveille](#) », *Le Monde diplomatique*, janvier 2011). Le pouvoir veut accélérer le mouvement pour franchir une nouvelle étape. Peut-il mener de front une politique agressive vis-à-vis de ses voisins (la République de Corée, le Japon) et une stratégie d'affrontement avec les Etats-Unis, tout en rejetant les avertissements de son seul « *allié* », la Chine ? En tout cas, Pékin commence à s'énerver. « *Aucun pays n'a le droit de précipiter une région ou même le monde dans le chaos* », a martelé le président chinois Xi Jinping lors du Forum de Boao. C'est un « *message très clair à destination de la Corée du Nord* », a précisé le ministre des affaires étrangères Wang Yi. Pour la première fois, la Chine a accepté la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies condamnant le troisième essai nucléaire et prônant un renforcement des sanctions — ce qui n'est pourtant guère le genre de la maison, opposée par principe aux sanctions. Pékin ne s'est pas non plus précipité pour mettre en œuvre la résolution, même s'il

se dit que les approvisionnements en pétrole se sont raréfiés pendant quelques jours... Comme l'explique Shen Dingli, spécialiste des relations internationales à l'Université Fudan à Shanghai (et collaborateur régulier du *Monde diplomatique*), « *la Chine prend la Corée du Nord avec des gants car elle craint ce qui se passerait si le régime s'effondrait* » : afflux de réfugiés, renforcement d'une minorité coréenne jusqu'alors plutôt paisible, présence de troupes américaines à ses frontières – le Nord perdant son rôle d'Etat tampon – et remise en cause de ses intérêts économiques. Indispensable pour Pyongyang, le commerce sino-coréen n'est pas essentiel pour Pékin, même s'il ne cesse de prendre de l'ampleur : en hausse de 62,4 % en 2010 et de 24,7 % au cours des six premiers mois en 2011, selon les derniers chiffres officiels. Les sommes en jeu restent modestes (près de 6 milliards de dollars en 2010 — 4,65 milliards d'euros). En revanche, la Corée du Nord a un sous-sol extrêmement riche et l'on connaît l'appétit chinois pour les matières premières ; des joint-ventures ont déjà été créées... Mais au sein même des élites chinoises, le gant de velours commence à être contesté et certains réclament une main de fer. On ne voit pas pourquoi « *la Chine devrait continuer à soutenir ce franc-tireur embarrassant* », s'interroge Shen Dingli, selon qui, si la Corée du Nord ne veut pas entendre raison, « *elle doit payer un prix sévère* » pour son entêtement. De son côté, le très officiel quotidien *Global Times* met en garde : « *la politique de la Chine vis-à-vis de la Corée du Nord devrait évoluer dans le temps, mais ce tournant ne peut se faire au prix de la perte d'influence de la Chine, ou d'une incitation à un affrontement avec la Corée du Nord* ». En fait, Pékin amorce un tournant tout en essayant de garder la main. Mais les Chinois comme les Américains savent pertinemment que les sanctions et les menaces s'avèrent rarement efficaces. Personne n'a intérêt à un affrontement direct.

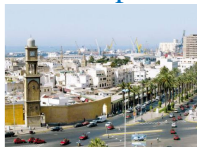
- **[THEME 2 - 3 : Il veut s'affirmer en leader régional : Maroc, l'envers du décor](#)**

Source, journal ou site Internet : El Watan

Date : 13 avril 2013

Auteur : Saïd Rabia

Adressé par Jean-François Mazaleyrat



© Photo : AFP

Rabat 4 avril. La capitale du royaume chérifien recevait le président français, François Hollande. Dans son discours devant les deux chambres du Parlement réunies en séance commune, l'invité du roi Mohammed VI appuie les réformes politiques lancées par le palais royal. Il en vante la substance et salue «les avancées démocratiques» du Maroc. Le président français décline la cartographie de la présence française dans ce pays du Maghreb occidental. Une centaine d'entreprises dans le secteur de l'aéronautique se trouvent à Casablanca, où Airbus fabrique certaines pièces pour ses appareils, une usine du constructeur automobile Renault à Tanger qui est déjà à sa première année de production, et des investissements dans l'agro-industrie, sans compter le traitement de l'eau et bien évidemment le tourisme qui capte des milliers de visiteurs européens et français. Le tout a été enrobé par François Hollande dans deux maîtres mots : la colocalisation et l'amitié. Son discours a mis le Maroc en émoi. Le chef de l'Etat français a offert un cadeau à son hôte en soutenant le plan de large autonomie proposé en 2007 par le palais en guise de solution au problème du Sahara occidental, pourtant pris en charge par les instances de l'Organisation des Nations unies. Le

lendemain, toute la classe politique en parlait ; la presse marocaine en première ligne. Hollande a été applaudi. Et tout le monde acquiesce ; la droite et la gauche, l'on se demande à présent comment rendre pratique l'appui de la France au plan de l'autonomie marocain et surtout comment faire pression sur l'Algérie ?

Le makhzen omniprésent

Il y a un tel endoctrinement que le Marocain lambda suit l'actualité et répercute le discours officiel. Dans les cafés de Casablanca, capitale industrielle du Maroc, dans les taxis, on ne manque pas de vous faire la remarque dès que l'on sait que vous venez d'Alger. «Pourquoi vous nous empoisonnez la vie avec le problème du Sahara occidental ?» «Si les Algériens nous laissaient tranquilles, on leur ouvrirait un couloir sur l'Océan», soutient un chauffeur de taxi au centre-ville de Casablanca. Et les Sahraouis ? Une simple question et notre transporteur change d'humeur et se tait pendant tout le reste du trajet. Dans ces contrées, la cause des Sahraouis, qui ne demandent rien de plus que de vivre dans leur pays colonisé par le Maroc après le départ des Espagnols, est un vain mot. Les plus progressistes des Marocains refusent la justesse même de la lutte des Sahraouis pour l'indépendance. De l'Istiqlal aux islamistes du Parti pour la justice et le développement (PJD) au gouvernement depuis plus d'une année, on entend presque les mêmes propos. Ils attendent tous l'évolution et les conséquences du discours de François Hollande. Une certaine élite marocaine, la presse et tout ce que compte Mohammed VI comme cour font pression et demandent avec insistance aux Français d'aller plus loin que ce qui a été dit. Il y a une sorte d'acharnement contre l'Algérie qui, selon le discours ambiant, est à l'origine de tous les maux du royaume. Un jeune Casablançais, Jawad, pense qu'il y a deux problèmes majeurs entre les deux pays : la question du Sahara et la fermeture de la frontière. «Cela nous pénalise», dit-il. Mais allez lui expliquer que les Sahraouis veulent leur indépendance et que les frontières ce sont les Marocains eux-mêmes qui sont à l'origine du problème ! Il refuse même d'en discuter. Quid des questions des libertés publiques dans le royaume ? Depuis que l'allié français distribue les bonnes notes à Mohammed VI, il y a de moins en moins de voix qui s'élèvent au Maroc pour dénoncer la répression qui frappe le monde de la presse, la société civile et les organisations des droits de l'homme.

Que reste-t-il du Mouvement du 20 février ?

Le makhzen a pu imposer une véritable omerta. Aucune voix ne discord. Il a transformé, comme le soutient un militant des droits de l'homme, la devise «Dieu, le roi et la patrie» en «le roi est le dieu du Maroc». Cela semble marcher, puisque tout le monde se refuse de critiquer Mohammed VI, tant que le business marche bien. Un membre des jeunes du Mouvement du 20 février, mouvement né dans la foulée du Printemps arabe en 2011, est totalement «désespéré de voir un jour son pays progresser vers plus de liberté et de démocratie». «Notre organisation, qui a pu mobiliser les Marocains pour exiger une monarchie parlementaire et réduire les pouvoirs exorbitants du palais royal qui a procédé à des réformes, s'est effilochée au fil du temps.» «La propagande officielle a réussi à démobiliser plus d'un», ajoute notre interlocuteur qui pense que le mouvement est en hibernation, il dort, soutient-il, avant d'être interrompu par son camarade. Catégorique, celui-ci tempête : «Il ne dort pas, notre mouvement est tout simplement mort.» La raison ? Les Marocains ne suivent plus. Le makhzen a réussi à mettre «dans la poche» quelques-uns de ses membres en les convaincant par divers moyens, certains par le fric, d'autres par la trique. Selon des confrères marocains, d'autres raisons sont à l'origine du recul de la contestation. Dès le début, elle a été infiltrée par des éléments d'El Aadi wal ihssan et des militants du PJD

qui n'ont pas manqué au moment voulu de planter un coup de couteau dans le dos d'un mouvement spontané de jeunes déterminés à remettre en cause l'ordre monarchique. Plus que cela, le Mouvement du 20 février a été, selon des journalistes marocains rencontrés à Casablanca, constitué de figures emblématiques, de leaders qui auraient pu émerger de la contestation. Il faut le dire, le makhzen est omniprésent dans la société. Nous avons eu à le vérifier et voir comment la persécution peut inhiber l'action politique. Au lendemain de notre arrivée à Casablanca via Rabat où nous avons passé trois jours, des policiers en civil se présentent sur le lieu de notre résidence. «Il est où l'Algérien qui a loué ici ?», avaient-ils demandé à la réception. Nous savions que les journalistes algériens qui se rendent au Maroc sont particulièrement surveillés, mais pas au point d'épier le moindre de leurs mouvements, comme par exemple aller prendre un café. Nous nous présentons alors à la sûreté de wilaya de Casablanca pour demander pourquoi des policiers en civil cherchaient après nous ? Ils ne savaient en réalité rien de la «visite» et de l'identité des visiteurs. Nous avons pris alors la décision de nous présenter au consulat d'Algérie à Casablanca pour informer les responsables de la situation, qui ont montré toute leur disponibilité à nous rassurer et surtout à apporter de l'aide. L'«algérophobie» de la police parallèle marocaine faisant le pied de grue devant l'immeuble où nous avons loué peut produire des effets inattendus.

L'«ennemi algérien»

L'expérience nous donne une idée sur le niveau de souffrance des persécutés marocains et sahraouis. Et combien pèse le fait seulement d'être poursuivi par des inconnus dont la police marocaine elle-même ignore l'existence. Un citoyen de Casablanca trouve cela «normal». Selon lui, «c'est cela qui a rendu le Maroc plus sûr et a fait de lui une destination préférée des touristes étrangers». «Si ce n'était pas la sécurité qui règne partout dans le royaume, dit-il, Chirac, Hillary Clinton et toute la nomenclature européenne, notamment française, n'auraient pas eu des résidences de luxe à Marrakech.» C'est vrai que les investissements étrangers, surtout français ainsi que la coopération dans le domaine de la formation, l'ouverture sur le monde avec une diversité effective en matière de culture et de religion, sont une réalité, mais derrière ce décor, il y en a une autre plus poignante de répression, de régression des libertés, notamment d'une incommensurable misère sociale : chômage, et pauvreté. Derrière les grands buildings de Casablanca et ses vastes avenues se cache une véritable détresse humaine. Des enfants de 15 ans, parfois moins, sillonnent les artères de la ville pour glaner quelques dirhams en proposant de cirer les chaussures des passants. Les mendiants quémandant le prix d'un repas aux «gawris» (Occidentaux). Le Maroc est en réalité en pleine crise. Le ministre de l'Intérieur, Mohamed Al Ancer, le reconnaît lui-même dans ses déclarations publiques : «La situation économique du Maroc est très difficile, et ce n'est certainement pas avec des paroles en l'air qu'on va régler les problèmes.» Le chef du parti Istiqlal, Hamid Chebat, n'en dira pas moins. Pour lui, «la situation est très dangereuse». Tous les indicateurs économiques sont au rouge. Le gouvernement de Abdelilah Benkirane, du parti islamiste PJD, vient d'ailleurs de décider l'arrêt de l'exécution de 15 milliards de dirhams des dépenses de l'investissement au titre de l'exercice de 2013, alors que l'économie marocaine a besoin de 25 milliards de dirhams pour rester à flot. La coalition au gouvernement ne cesse de subir les contrecoups de cette situation. L'équilibre est tellement fragile que l'édifice chérifien peut tomber en ruine à n'importe quel moment. Mais le roi compte sur le soutien de l'«ami», qui pense que le palais est sur la bonne voie et tente même de lui ouvrir des perspectives en soutenant son plan de large autonomie comme solution au conflit du Sahara occidental. L'acharnement du palais royal sur l'Algérie à travers sa cour et sa presse participe de cette vieille recette de vouloir désamorcer la bombe interne en faisant endosser tous les problèmes de la monarchie au prétendu «ennemi algérien». □

3/ ARMEMENTS - INDUSTRIES - ECONOMIE

• THEME 3 - 1 : Armement : les cinq contrats qui font rêver les industriels français au Brésil

. Source, journal ou site Internet : la tribune

Date : 12 avril 2013

Auteur : Michel Cabirol

Adressé par Jean-Claude Tourneur et François Jouannet

Alors que le salon de l'armement de Rio de Janeiro (LAAD Defence & Security) ferme ses portes ce vendredi, cinq grands appels d'offre internationaux lancés par le Brésil sont très convoités par les industriels de l'armement français pour un montant estimé à plus de 15 milliards d'euros : achat d'avions de combat (Dassault Aviation), renouvellement d'une partie de la flotte de surface (DCNS, Thales, MBDA), surveillance maritime (EADS, Thales) et lancement d'un satellite de télécoms civil et militaire (EADS et Thales). Au fil de ces dix dernières années, le salon de la défense de Rio de Janeiro (LAAD Defence & Security), le plus grand en Amérique Latine, s'est imposé comme une étape incontournable du grand barnum des industriels de l'armement, qui sillonnent les quatre coins de la planète. Ainsi, quelque 680 exposants brésiliens et étrangers ont répondu présent et quatorze ministres de la Défense (Afrique du Sud, Angola, Argentine, Belgique, Chili, Slovaquie, Ethiopie, Grèce, Haïti, Mauritanie, Royaume-Uni, Sénégal, Suriname et Ukraine) ont fait le déplacement. Pourtant en dépit des enjeux commerciaux et de la croissance spectaculaire de LAAD en 2013, aucun des patrons des grands groupes français de l'armement n'a fait le déplacement cette année à Rio de Janeiro, à l'exception du futur ex-patron d'Eurocopter, Lutz Bertling, de passage ce vendredi.

Un satellite de télécoms civil et militaire

C'est l'un des appels d'offre les plus chauds du moment au Brésil. Et cela va être une sacrée bagarre pour décrocher ce contrat d'un satellite civil (bande ka) et militaire (bande x) estimé entre 250 et 300 millions d'euros. Pas moins de sept groupes, dont les deux constructeurs français (Thales Alenia Space et Astrium) cette fois-ci concurrents et les américains Boeing et Loral, ont déposé une proposition en début de semaine au maître d'ouvrage brésilien Visiona, une joint-venture créée pour l'occasion entre l'avionneur brésilien Embraer (51 %) et le l'opérateur public Telebras (49 %), qui choisira le lanceur pour mettre en orbite ce satellite en 2016. Sont également de la partie le Russe ISS Reshetnev, qui a répondu en partenariat avec le canadien MBA, l'israélien IAI et enfin le japonais Melco (Mitsubishi Electric). Après la demande d'information (RFI) lancée en décembre, l'appel d'offre (RFP) portant sur la construction de SGDC-1 ainsi qu'une partie de son segment sol pour contrôler le satellite et ses missions, a été lancé mi-février. Réponse attendue des Brésiliens, qui souhaitent un important transfert de technologies, avant la fin de l'année. Les deux constructeurs français, qui ne souhaitent pas dévoiler leur offre, se disent très flexible sur ce point crucial. « Les besoins spatiaux brésiliens vont au-delà de cet appel d'offre, précise-t-on chez Thales Alenia Space. Nous sommes prêts à accompagner la montée en puissance de l'industrie spatiale brésilienne ». C'est l'Agence spatiale européenne (ESA) qui décidera toutefois de l'ampleur du transfert de technologies et avec qui. Un deuxième satellite devrait suivre (SGDC-2) deux ans plus tard pour un montant estimé à plus de 275 millions d'euros.

La surveillance de l'espace maritime brésilien

Après Sisfron, le méga-contrat de 4,5 milliards d'euros perdu par Thales et EADS et remporté par l'omniprésent Embraer, qui souhaite grossir dans les activités de défense et de sécurité, voici le programme SisGAAZ (système de surveillance de l'Amazonie bleue), géré par la marine brésilienne, qui en a fait une de ses priorités, voire sa priorité. Pourquoi l'Amazonie bleue ? C'est « un coup médiatique de la marine, explique-t-on à La Tribune. L'Amazonie est un puissant véhicule de marketing ». Évalué à environ 3 milliards d'euros, ce projet porte sur la mise en réseau de tous les radars maritimes et de leur interconnexion sur toute la façade atlantique en vue de protéger notamment les énormes réserves pétrolières offshore du Brésil. Soit 7.300 kilomètres de côtes. La demande d'informations (RFI) de la marine est attendue avant juin pour une étude de faisabilité. EADS et sa filiale Signalis (fusion de Sofrelog et Atlas), qui est le leader mondial de la surveillance maritime grâce à son système Spationav, Thales ainsi que le suédois SAAB, Embraer et des groupes israéliens devraient se mettre sur les rangs pour remporter ce très beau contrat. Les géants des BTP brésiliens (Odebrecht et Andrade Gutierrez, notamment), intéressés par les travaux d'infrastructures sont également dans les starting-blocks. « Avec 45.000 kilomètres de côtes déjà sécurisées, - ce qui nous place au rang de leader mondial -, nous avons l'expertise pour gérer ce programme », estime-t-on chez EADS. Reste à connaître les règles de jeu que va imposer Brasilia, qui a de plus en plus tendance à protéger les groupes nationaux en général, et Embraer, en particulier.

Prosuper, le renouvellement d'une partie de la marine de surface

Mise à quai depuis 2010, le programme de renouvellement d'une partie de la flotte de surface brésilienne, Prosuper, attend de prendre le large mais son lancement est sans cesse reporté par la présidence... faute de crédits budgétaires suffisants. Car Prosuper, c'est quand même onze bâtiments, soit cinq frégates de 6.000 tonnes (3 + 2), cinq patrouilleurs de 1.800 tonnes (3 + 2) et un pétrolier ravitailleur multirôle (logistique). Ce contrat, désormais attendu en 2017-2018 par certains industriels, est évalué à 4 milliards d'euros. Sauf que BAE Systems a réussi à mettre le pied dans la porte dans le programme Prosuper en proposant avec succès à la marine brésilienne trois patrouilleurs de 2000 tonnes (près de 160 millions d'euros) qui devaient être réalisés pour Trinidad et Tobago mais qui a finalement renoncé en 2010 à les prendre. Deux autres patrouilleurs devaient être réalisés par un chantier naval brésilien. Enfin, BAE Systems pousse des frégates d'occasion du type 22 batch III (quatre), qui ont été désarmées par la Royal Navy. Ce qui ne réduit pas pour autant l'attractivité de Prosuper, un des rares programmes ambitieux au monde de renouvellement de flotte de surface, au regard de la sévère concurrence que se livrent les chantiers navals français (DCNS avec la frégate multimissions Fremm), italien (Fincantieri avec la Fremm italienne), espagnol (Navantia avec la F100) allemand, néerlandais et coréen. Et bien sûr britannique avec BAE Systems.

PRONAE, deux porte-avions pour la marine brésilienne ?

Le programme PRONAE est à plus long terme. Après 2025. Mais le plan de développement de la marine brésilienne prévoit à terme une trentaine de nouveaux bâtiments, dont deux porte-avions à propulsion classique en vue de remplacer l'antique Sao Paulo (ex-Foch). Soit entre trois et cinq milliards d'euros par bâtiment. Dans le cadre d'un RFP lancé en 2012 - une phase préliminaire de PRONAE -, DCNS, qui a exposé à LAAD une maquette d'un porte-avions, a remis une offre portant sur la définition du design du futur porte-avions. Les Russes, les Britanniques, les Espagnols, les Italiens et les Américains ont également remis des offres, précise-t-on chez DCNS. Certains estiment que Paris pourrait supporter cette offre de DCNS

plutôt que celle dans le cadre de Prosuper. Car la France ferait alors d'une pierre deux coups, le porte-avions et la version navale du Rafale.

Le Rafale dans le ciel brésilien ?

Quand le Brésil se décidera-t-il à choisir enfin un avion de combat entre les constructeurs Dassault Aviation (Rafale), Boeing (F-18) ou Saab (Gripen NG) ? Le ministre brésilien de la Défense, Celso Amorim, qui a fait allusion lors du discours d'inauguration au programme FX2 de renouvellement de la flotte des avions de chasse (3 milliards d'euros), n'a pas donné beaucoup plus de visibilité. "Nous avons pleine conscience qu'il faut le réaliser", s'est-il limité à dire. Lors d'une conférence de presse éclair, il a souligné qu'il "n'avait pas de boule de cristal" pour dire quand serait choisi l'avion vainqueur. L'appel d'offres portant sur l'achat de 36 avions de chasse par l'armée de l'air brésilienne a été repoussé à plusieurs reprises en raison de coupes budgétaires. Pour autant, dans les allées du salon, les observateurs présents à LAAD étaient plutôt pessimistes sur les chances du Rafale. Si Brasilia devait choisir maintenant, ce ne serait pas l'avion de combat français, expliquaient plusieurs personnes interrogées par La Tribune. « Le moment du Rafale est passé », estime ainsi un industriel. Le report du programme arrange donc les affaires du Rafale... Jusqu'à quand ?

- **[THEME 3 - 2 : La Bolivie ouvre "la route du quinoa", la graine d'or des Andes](#)**

Source, journal ou site Internet : L'Orient le Jour

Date : 13 avril 2013

Auteur : AFP

Adressé par Jean-François Mazaleyrat



La Bolivie est le principal producteur et exportateur de quinoa, avec 70% du marché mondial. Aizar Raldes/AFP

Selon les spécialistes, c'est l'unique aliment végétal qui possède tous les acides aminés essentiels.

A l'instar de la Colombie avec "la route du café" ou du Chili avec la "route du vin", la Bolivie a ouvert la "route du quinoa", choisissant avril, mois de la cueillette, pour faire la promotion de la "graine d'or" des Andes déjà cultivée par les Incas. Ce parcours d'environ 1.500 km, alternant sentiers escarpés, vastes plaines et routes rustiques, traverse les départements andins de La Paz, Oruro et Potosi. C'est là que se concentre la production de la graine qui permettrait selon le gouvernement bolivien de faire sortir de la pauvreté les communautés rurales de la région. La route passe à travers les champs où poussent les différentes variétés de quinoa, rouge, jaune ou noir, et les villages, où les touristes peuvent rendre visite aux cultivateurs et acheter leurs produits. Ainsi Flavio Carvajal, petit producteur de Llica, une communauté au nord du célèbre Salar de Uyuni, le plus vaste désert de sel de la planète, sur les hauts plateaux du sud-ouest de la Bolivie, explique le cycle du quinoa. "J'ai commencé à labourer au mois de

mars de l'an dernier, en septembre j'ai semé et maintenant nous sommes prêts pour la récolte", faite à la main, dit-il à l'AFP. Dans un autre village de l'altiplano, Challapata dans la région de Oruro, Dora Flores, une dynamique agricultrice, travaille avec une moissonneuse-batteuse dernier cri fabriquée en Inde qui lui a coûté 85.000 dollars. "Avec cette machine, je peux récolter mes 80 hectares mais maintenant j'ai besoin d'une autre machine pour les semailles", dit-elle. Dans le village, la compagnie Anapqui se charge d'exporter le quinoa aux États-Unis, au Canada et en Europe. "Nous produisons près de 600 tonnes de quinoa" pour l'exportation, indique à l'AFP Antonia Zenteno, la responsable de Anapqui, une association de cultivateurs indiens aymaras. La Bolivie est le principal producteur et exportateur de quinoa, avec 70% du marché mondial. Selon des chiffres officiels, la Bolivie produit 48.500 tonnes de quinoa annuellement, sur plus de 95.000 hectares, attribuées pour 70% à l'exportation, en particulier vers les États-Unis et en Europe, le reste étant réservé à la consommation locale. 2013 a été déclarée "Année internationale du quinoa" par les Nations unies, en hommage aux populations andines qui ont su préserver cet aliment cultivé depuis 7.000 ans et à la base de l'alimentation de civilisations millénaires. Le président bolivien Evo Morales, désigné l'an dernier "ambassadeur spécial" de la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'alimentation afin de promouvoir ce "super aliment" et la Première dame du Pérou, Nadine Heredia, se sont fait les porte-paroles du quinoa à travers le monde. Le quinoa est une pseudo-céréale qui ne fait pas partie de la famille des graminées, mais de celle de la betterave et des épinards (les Chénopodiacées). Ses qualités nutritives (digeste, sans gluten, pauvre en lipides, riche en fer, Oméga-3 et protéines) ont été découvertes dans les années 70 en Occident où elle est généralement vendue dans des magasins biologiques ou de commerce équitable. Selon les spécialistes, le quinoa est l'unique aliment végétal qui possède tous les acides aminés essentiels ; sa valeur nutritionnelle est plus importante que celle de l'œuf ou du lait et peut être seulement comparée à la viande. Sa culture est actuellement expérimentée aussi en Europe, Asie, Afrique et Australie, car la plante parvient à pousser dans des zones semi-arides et jusqu'à 4.000 mètres au-dessus du niveau de la mer. Pour le représentant de la FAO en Bolivie, le Brésilien Crispín Moreira, qui vient de faire "la route du quinoa", la graine "est devenue une alliée des pays pauvres pour combattre la faim et promouvoir la sécurité alimentaire", dit-il à l'AFP.

- **THEME 3 - 3 : États-Unis : les Américains et les armes, une drôle d'histoire**

Source, journal ou site Internet : Le Point

Date : 13 avril 2013

Auteur : Nicolas Guégan

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Le Sénat vient enfin d'ouvrir les discussions sur la loi portant sur le contrôle des armes. Celle-ci pourrait servir davantage aux pro-armes.



Une Américaine essayant un fusil d'assaut (photo d'illustration).

© Joe Raedle / AFP

Pour la première fois depuis l'ère Clinton, le Sénat américain a entamé, jeudi, des discussions sur une loi visant au renforcement des contrôles sur les armes à feu. Dans l'hémicycle, l'ambiance était empreinte d'émotion. Chris Murphy, l'un des sénateurs démocrates du

Connecticut, était accompagné par les familles des victimes de la fusillade de Sandy Hooks. Un autre sénateur a pris la parole avec, placée à ses côtés, la photographie grand format de l'un des enfants assassinés. Les démocrates l'ont bien compris, pour convaincre les Américains du bien-fondé de la réforme, il faut jouer la carte du sentiment. Toute l'Amérique se souvient des larmes de Barack Obama après la tragédie de Newtown. Sauf que tout n'est pas gagné d'avance, loin de là. L'ouverture même des débats a nécessité un accord entre les démocrates et les républicains afin d'éviter un "filibuster". Le "filibuster", spécialité de la politique américaine, autorise tout sénateur à prendre la parole aussi longtemps qu'il le souhaite, dans l'optique de ralentir une procédure de vote. Pour s'y soustraire, une seule solution : réunir soixante voix parmi les cent que compte le Sénat, soit plus que n'en possède la majorité démocrate. Les deux camps se sont donc provisoirement alliés. Mais, si le projet de loi devait être trop restrictif, les républicains et les démocrates élus sur des terres conservatrices pourraient bien faire voler l'alliance en éclats. D'autant que la toute-puissante National Rifle Association (NRA) pèse dans la balance. La NRA a en effet pour habitude de délivrer des notes aux hommes politiques quant à leur amour pour les armes. Une note à laquelle se fient les très nombreux adhérents de l'organisation au moment des élections. Hasard du calendrier, l'association s'apprête à envoyer les nouveaux bulletins de notes dans quelques mois en vue des élections sénatoriales. Ce qui pourrait tempérer quelques élus.

Des vérifications renforcées

Joe Manchin, sénateur démocrate de la Virginie-Occidentale et fervent défenseur des armes, est l'un d'entre eux. Lors de sa dernière campagne électorale, certains de ses spots télévisés étaient financés par la NRA. Manchin y apparaissait fusil à la main et y dénonçait la volonté d'Obama de réformer le deuxième amendement, qui accorde le droit de porter une arme à chaque Américain. Devant l'émotion suscitée par la fusillade de Newtown, le sénateur Manchin a changé d'avis : il plaide aujourd'hui, comme la majorité du Sénat, pour un renforcement des contrôles. "Du sens commun", concède-t-il dans le L.A. Times. Mais hors de question pour autant d'aller vers une réforme encore plus restrictive. La nouvelle législation prévoit, si elle est votée, de rendre obligatoires de nouvelles vérifications sur l'identité des acheteurs d'armes. Dorénavant, l'existence d'un casier judiciaire ou d'une maladie mentale sera incompatible avec le port d'arme. Les informations récoltées seront ensuite stockées dans un fichier fédéral centralisé par le FBI (Federal Bureau of Investigation). Enfin, ces contrôles s'appliqueront dans les magasins, les foires aux armes et sur Internet. Une première aux États-Unis. On compte "90 % des Américains en faveur de ces renforcements, selon les derniers sondages", déclare le sénateur républicain de l'Illinois, Mark Steven Kirk. Peu d'Américains en revanche semblent prêts pour une réforme plus profonde. Et leurs élus l'ont bien compris.

Une loi aux accents pro-armes

Au grand dam de la Maison-Blanche, la loi pourrait, en contrepartie, offrir de nouveaux droits aux amateurs de la gâchette : la loi pourrait autoriser les propriétaires d'armes à les transporter dans des États où elles restaient jusqu'alors interdites. Concrètement, un résident de l'Alabama, où il est possible d'acheter un fusil d'assaut, serait habilité à le transporter à New York, ville où il est prohibé d'en détenir un. En revanche, le propriétaire ne serait pas autorisé à sortir l'arme de sa voiture tant qu'il n'aurait pas franchi les frontières de l'État, comme le souligne Voice of America. Mieux : aucun contrôle ne devrait être obligatoire pour l'achat d'une arme entre deux particuliers. Les membres d'une même famille pourront se transmettre sans contrainte leur arsenal, les voisins aussi.

- **THEME 3 - 4 : Le président de la Fondation Prometheus appelle l'Europe à se doter de moyens pour lutter à armes égales avec la concurrence internationale**

Source, journal ou site Internet : Fondation Prometheus

Date : 12 avril 2013

Auteur Bernard Carayon

Adressé par Jean-Pierre Dussaix

Les partisans de la « mondialisation heureuse » se sont réjouis des propos du président Obama : dans son discours récent sur l'état de l'Union, il promet un accord de libre-échange avec l'Europe. Au menu, les OGM, le bœuf aux hormones ? Pas seulement ! Les concours financiers qui ont contribué au succès d'Airbus, les droits à la propriété intellectuelle, l'exception culturelle européenne dans l'audiovisuel et le cinéma seront en balance avec des sujets où les Américains ne feront aucune concession : le « buy American act », qui, depuis 80 ans, réserve aux entreprises américaines les marchandises destinées à un usage public ; le contrôle de l'exportation des technologies sensibles ; les législations spécifiques des États fédérés. Le moment est bien choisi alors que l'Europe est économiquement à genoux, durablement divisée et soumise à une guerre économique. Les États-Unis, par leurs subventions officielles ou maquillées, protègent astucieusement leurs secteurs stratégiques afin de conserver leur « *suprématie* », selon l'expression peu libérale qu'utilisa Clinton. La Chine, la Russie, l'Inde et le Brésil, à l'abri de règles protectionnistes, développent leurs champions nationaux, rattrapent leur retard, au prix, parfois, de pillages technologiques, conquièrent de nouveaux marchés. Tous s'affranchissent des règles du libre-échange fixées par l'OMC, quand les Européens s'efforcent d'être les meilleurs élèves de la classe : par irénisme, dogmatisme, paresse intellectuelle ou fatalisme. Les faits sont accablants : la Commission européenne n'a toujours pas intégré la dimension stratégique de certains secteurs industriels (comme l'énergie), en privilégiant systématiquement le consommateur au producteur, la lutte contre l'inflation à la croissance, l'ouverture des frontières, sans réciprocité, sur notre indépendance. L'hétérogénéité politique, fiscale et sociale de nos pays freine une approche unie des questions environnementales, diplomatiques ou commerciales. Le choix du plus petit dénominateur commun nous paralyse ; les exemples sont légion : guerres en Irak, en Libye et au Mali, reconnaissance du Kosovo, réforme de la PAC. L'Union sacrée ne s'exprime qu'à l'occasion de crises majeures pour sauver la Grèce et la zone euro, le plus souvent d'ailleurs à l'initiative de la France ou de l'Allemagne. Les grands marchés publics eux-mêmes, quand ce ne sont pas nos propres entrepreneurs, ne privilégient pas l'industrie et les PME européennes : 80 % des investissements du CAC 40 sont réalisés dans les pays émergés ; Bruxelles n'a jamais incité nos cabinets d'avocat, d'audit, de courtage d'assurance et de certification, autant de métiers stratégiques, à former des champions à dimension mondiale. Comme le soulignait Paul Valéry dès 1927 : « *L'Europe aspire visiblement à être gouvernée par une commission américaine.* » Si l'Europe veut renouer avec l'idée de puissance et de croissance, elle doit affirmer un patriotisme économique. L'expression est taboue pour les naïfs ou les ultralibéraux, qui la confondent avec le nationalisme ou le protectionnisme : « *Quand on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage.* » Le patriotisme économique, national ou européen, n'est jamais que la défense de ses intérêts dans le respect de la réciprocité ! Entre la fermeture illusoire des frontières et la constitution de champions industriels à socle européen et dimension mondiale, il y a la différence entre le malthusianisme et l'ambition collective ! L'Europe n'érigera jamais de murs à ses frontières :

mais elle doit à celles-ci installer des filtres, soumettant ses importations à des normes éthiques, sanitaires, sociales et environnementales. Qui pourrait lui contester le souci de défendre un modèle reconnu dans le monde entier alors qu'elle pèse 50 % du PIB mondial et 35 % des échanges ! L'Europe est forte et ne le sait pas. Les élections européennes sont l'occasion de réviser, avec le soutien des peuples, la politique de la concurrence afin de préserver notre modèle social et nos indépendances. Elle s'appuie principalement sur les articles 101 et 102 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui interdisent la création de « champions européens » : le modèle Airbus est aujourd'hui inenvisageable dans les domaines du ferroviaire, de l'énergie ou de la pharmacie, alors que nos entreprises affrontent des géants, soutenus par des commandes publiques nationales, des aides à l'export considérables, des monnaies sous-évaluées. Si l'on ne donne pas aux industriels européens le moyen de lutter à armes égales, ils mourront, entraînant, dans le chômage, les consommateurs européens tant cajolés par la Commission. L'Europe doit aussi réduire ses dépendances, en adoptant une stratégie collective sur sa fourniture en métaux rares, en principes actifs pharmaceutiques et en technologies de l'information, trois domaines dans lesquels elle a, jusqu'à présent, renoncé à « voir le mal » chez ses concurrents dont les oligopoles écrasent nos entreprises et soumettent nos consommateurs à leurs prix. Le patriotisme économique européen n'a pas pour seuls socles les pouvoirs publics et les industriels. Il doit mobiliser les consommateurs à travers un « made in Europe », rassurant et mobilisateur sur le plan sanitaire et social, autour d'une idée simple à comprendre : l'Europe-puissance est la garantie de notre sécurité et de notre prospérité.

4/ LES FORCES ARMEES - Air - Marine - Terre - Gendarmerie

- **THEME 4 - 1 : Qualification française du Tigre en version appui-destruction (HAD)**

Source, journal ou site Internet : defense.gouv.fr

Date : 12 avril 2013

Auteur : armée de terre

Adressé par André Dulou et Jean-Claude Tourneur

La direction générale de l'armement (DGA) a prononcé le 10 avril 2013 la qualification de l'hélicoptère de combat Tigre en version appui destruction (HAD) destiné à l'armée de terre. Elle ouvre la voie à la réception par la DGA du premier appareil de série et à sa livraison à l'armée de terre.



Après la certification prononcée le 14 janvier 2013, la qualification de l'appareil marque une étape majeure dans le développement de la nouvelle version du Tigre. L'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (Occar), grâce à cet acte, et après avoir recueilli l'avis de l'Espagne, sera en mesure de prononcer la qualification bilatérale de cette

version de l'appareil. L'hélicoptère Tigre équipe les armées de terre française, allemande et espagnole, et australienne. C'est un hélicoptère de combat de nouvelle génération, adapté à la grande variété des scénarios d'emplois contemporains. Le Tigre français est décliné en une version appui-protection (HAP), équipée de missiles air-air Mistral, d'un canon de 30 mm et de roquettes de 68 mm, et en une version appui-destruction (HAD) qui, en plus de l'équipement du HAP, dispose de missiles air-sol Hellfire. Depuis 2008, le Tigre a été mis en œuvre sur plusieurs théâtres d'opération.

- **THEME 4 - 2 : [Corymbe : fin de mission pour le mandat 119](#)**

Source, journal ou site Internet : defense.gouv.fr

Date : 13 avril 2013

Auteur : marine nationale

Adressé par [André Dulou](#)

Le 7 avril 2013, le Task Group (TG) 451.02, composé du bâtiment de projection et de commandement (BPC) Mistral et de l'avisos Lieutenant de Vaisseau Le Hénaff a achevé le 119^e mandat de la mission Corymbe. Dorénavant, c'est la frégate anti-sous-marine (FASM) Latouche-Tréville qui patrouille dans le Golfe de Guinée.

Tout au long de leur mandat, le BPC Mistral et l'avisos Le Hénaff ont mené des missions de surveillance maritime et d'assistance en mer. Des informations ont été échangées avec les centres régionaux chargés de l'assistance à la sécurité et la sûreté de leur zone maritime de responsabilité. Dans ce cadre, le TG a notamment mené le 5 mars des investigations au large du Gabon à bord d'un navire de pêche abandonné et apporté une assistance médicale le 22 mars à un marin blessé à bord d'un thonier.



Durant leur déploiement, les bâtiments en Corymbe ont mené des entraînements avec les forces françaises présentes dans la zone. Ils ont participé à la montée en puissance de la capacité amphibie des Forces Françaises au Gabon (FFG), concrétisée par un exercice amphibie mené sur la plage de Nyonié et à la qualification de pilotes d'hélicoptères du détachement ALAT des FFG et d'un hélicoptère Fennec de la Force Licorne. Plusieurs interactions ont également été menées avec les marines des pays de la côte Ouest de l'Afrique. Ces actions de coopération militaire avec les forces armées des pays riverains se sont déroulées dans le cadre du renforcement des capacités africaines de maintien de la paix (RECAMP), en soutien de l'Appui à la réforme de la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée (ASECMAR) et de l'African partnership station (APS). Ainsi, les bâtiments ont mené des périodes d'instructions opérationnelles (PIO) à Pointe-Noire (Congo), Port-Gentil (Gabon), Lomé (Togo) et Mindelo (Cap-Vert). Ces PIO ont permis de former 321 stagiaires à la mise en œuvre des moyens nécessaires à la lutte contre la piraterie et les trafics illicites en mer. Ces formations ont été suivies d'exercices en mer et d'embarquements pendant plusieurs

jours de militaires des pays riverains. Ils ont également réalisé un exercice en mer de sécurité maritime tripartite avec le Togo et le Bénin, du 13 au 15 mars. Enfin, l'avisos Lieutenant de Vaisseau Le Hénaff a participé à l'exercice maritime régional majeur Obangame Express 2013, au Cameroun du 20 février au 3 mars. Les équipages des deux bâtiments ont participé à des missions d'aides aux populations civiles au cours des 8 actions civilo-militaires (menuiserie, peinture, soudure...) et d'assistance médicale à Pointe-Noire (Congo), à Port-Gentil (Gabon), à Lomé (Togo) et à Conakry (Guinée) et Cotonou. Corymbe est une mission de présence quasi permanente des forces armées françaises dans le golfe de Guinée, en place depuis 1990. Le dispositif est armé par un ou plusieurs bâtiments de la Marine nationale qui peuvent être ponctuellement renforcés par des moyens terrestres et aéromobiles embarqués. Le dispositif Corymbe complète le dispositif français prépositionné en Afrique occidentale, au Gabon et au Sénégal. Il peut soutenir toute opération, en cours comme Licorne en Côte d'Ivoire, ou nouvelle comme des opérations d'aide aux populations, de sécurisation ou d'évacuation de ressortissants. Corymbe permet également la réalisation de missions de coopération bilatérale avec les pays de la région.

- **THEME 4 - 3 : Concerts au profit de 1500 jeunes de la région bordelaise**

Source, journal ou site Internet : defense.gouv.fr

Date : 13 avril 2013

Auteur : armée de l'air

Adressé par [André Dulou](#)

Les 9 et 11 avril 2013, la musique des forces aériennes de Bordeaux a lancé une grande opération de découverte sur la base aérienne 106 de Bordeaux-Mérignac, au profit des élèves et des collégiens de la région. À travers plusieurs concerts, la musique de Bordeaux a souhaité transmettre à un jeune public les clés nécessaires pour comprendre et apprécier une composition musicale. Chaque morceau, notamment des extraits des films « Jean de Florette », « Harry Potter » ou encore « West Side Story », a ainsi servi de support pour présenter les instruments, les techniques de jeu ou pour expliquer le rôle du chef d'orchestre. Près de 1 500 jeunes ont assisté à ces concerts pédagogiques organisés en quatre sessions. Ces événements sont le fruit d'une initiative lancée depuis plusieurs années par le commandant Patrice Auneau, chef de la musique des forces aériennes de Bordeaux et par Monsieur Jean-Louis Nembrini, recteur de l'académie de Bordeaux. Ils participent au renforcement du lien armées-Nation.

5/ ZONES DE CONFLITS

- **THEME 5 - 1 : Dans le Nord du Mali, le Mujao a fui l'armada française**

Source, journal ou site Internet : [Le Temps d'Algérie](#)

Date : 13 avril 2013

Auteur :

Adressé par [Jean-François Mazaleyrat](#)

Face à l'armada française de l'opération Gustav au nord de Gao, les terroristes du Mujao

(Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest) dans la vallée d'Inaïs ont choisi la fuite, abandonnant des tonnes d'armes mais ne subissant aucune perte. Cette vallée perdue et désertique au nord-est du Mali, à l'écart de la piste trans-saharienne, avait depuis des semaines été repérée par les services de renseignements comme une importante base logistique des terroristes. "On les voyait venir, rester un peu, charger, repartir" explique, dans son QG de Gao, le général Bernard Barrera, chef de la brigade Serval, qui a commandé l'offensive. "On s'attendait peut-être à des accrochages, mais le but était avant tout de vider la soute, d'anéantir leur logistique". Le 7 avril à l'aube, l'armée française s'est déployée en force: 800 hommes, 150 blindés, une couverture aérienne totale. Mais quand ils ont fermé la nasse, elle était vide d'ennemis qui, prévenus ou prudents, avaient quitté les lieux plusieurs jours auparavant. La force française était prête à l'affrontement, dotée d'une puissance de feu impressionnante, terrestre et aérienne, qu'elle n'a pas utilisé. "Nous avons laissé ouvert un étroit échappatoire" précise, dans la vallée d'Inaïs, au quatrième jour de l'opération, un officier supérieur. "Si vous fermez une boîte et appliquez une pression de tous côtés, elle vous explose au visage. Il faut laisser une issue. Il y avait une sortie que les hélicoptères de l'Alat" (Aviation légère de l'armée de terre) "surveillaient de près. Le moindre pick-up rempli d'hommes en armes aurait été détruit". Un vent de sable "leur a peut-être permis de s'exfiltrer, mais de toutes façons nous pensons qu'ils étaient partis quelques jours auparavant", ajoute le général Barrera. 18 tonnes de munitions "Ils sont peut-être renseignés, ou ils se méfient... Ils ont compris qu'ils ne peuvent plus rester groupés sur le terrain. Dès qu'ils voient ou qu'ils savent que des unités françaises ou même maliennes vont bouger, ils se dispersent, nous évitent", selon lui. Les terroristes ont compris qu'avec l'extraordinaire capacité d'observation aérienne de leur ennemi, il ne leur est plus permis d'aligner plus de deux pick-up, sous peine de devenir une cible détruite par une foudre invisible tombée du ciel. L'état-major de l'opération française Serval est tout de même satisfait: le ratissage de la vallée a permis la découverte de 18 tonnes de munitions, dont 700 obus, 51 roquettes, 16 bombes d'avion, 17 caisses de munitions. Peu d'armes légères (une vingtaine de fusils d'assaut): les terroristes les ont soit emportées avec eux, soit enterrés dans des lieux que les sapeurs français n'ont pas découverts. Ils semblent avoir abandonné sur place les caisses les plus encombrantes, des munitions pour armes lourdes qu'ils utilisent peu. Trois 4x4 ont été découverts, à moitié enterrés et cachés par des bâches: deux ont été détruits, un emporté pour être remis à l'armée malienne. Dans les recoins les plus boisés du fond de l'oued, des traces de campements, des preuves de bivouacs par dizaines. "Nous pensons qu'il pouvait y avoir dans la vallée quelques dizaines d'hommes du Mujao, tout au plus. C'était leur reliquat dans la région", précise le général Barrera. "Ils ont filé en moto, en dromadaire, en véhicule". En dépit du retour en France des premiers soldats de l'opération Serval, les offensives vont se poursuivre dans la région de Gao et le Nord du Mali, assure l'officier français. "Les opérations vont continuer. Ce sera différent", dit-il. "On pourra faire aussi important, dans une autre vallée, ou plusieurs opérations plus restreintes, dans d'autres secteurs. Mais nous serons toujours là... Moins nombreux peut-être, mais toujours là. Et avec des moyens aériens, hélicos et avions, redoutables..."

- **[THEME 5 - 2 : Mali: au moins trois soldats tchadiens tués dans un attentat suicide à Kidal](#)**

Source, journal ou site Internet : El Watan

Date : 12 avril 2013

Auteur : AFP

Adressé par Jean-François Mazaleyrat



Trois soldats tchadiens ont été tués et quatre blessés vendredi matin dans un...

Au moins trois soldats tchadiens ont été tués dans un attentat-suicide vendredi à Kidal, dans le nord-est du Mali, un nouveau signe de l'insécurité persistante dans cette région en dépit de l'intervention armée franco-africaine contre les jihadistes. Dans le même temps, cinq militaires maliens, dont un colonel, ont été tués dans l'accident d'un hélicoptère de l'armée malienne près de Sévaré (centre) à la suite d'une "défaillance technique", selon des sources militaires. "Trois soldats tchadiens ont été tués dans un attentat vendredi à Kidal. Ce sont les jihadistes qui ont fait ça. Le bilan est encore provisoire", a indiqué une source militaire malienne. Selon un communiqué de l'état-major tchadien publié à N'Djamena, trois soldats tchadiens ont été tués et quatre grièvement blessés dans cet attentat, commis lorsqu'un groupe de militaires s'est rendu "au marché de Kidal pour s'approvisionner". "Au moment où ce groupe a fait son entrée, un kamikaze a fait exploser sa ceinture, tuant sur le coup trois soldats et blessant grièvement quatre autres", a affirmé l'armée tchadienne, selon laquelle des dispositions étaient prises pour le rapatriement des dépouilles mortelles. Située à 1.500 km au nord-est de Bamako, Kidal abrite des bases des armées française et tchadienne qui en assurent la sécurité, la ville étant "gérée" par le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA, rébellion touareg) qui s'est opposé à la présence de l'armée malienne dans cette zone. Kidal est la capitale de la région du même nom, berceau des Touareg abritant le massif des Ifoghas où se sont retranchés des combattants islamistes armés que les soldats français et tchadiens ont traqués pendant plusieurs semaines. Elle a déjà été le théâtre de deux attentats-suicide, les 21 et 26 février: le premier avait visé des militaires français, tuant le kamikaze au volant de la voiture piégée sur le coup, le second visait un point de contrôle tenu par le MNLA dont sept membres avaient été tués, selon ce mouvement. Jihadistes toujours actifs Ce nouvel attentat-suicide prouve une fois encore que les groupes islamistes armés liés à Al-Qaïda qui ont occupé le Nord en 2012 restent actifs, trois mois après le début de l'intervention armée française alliée à des troupes africaines pour les chasser de cette région. C'est le cas à Kidal, mais également à Gao, la plus grande ville du Nord malien où s'étaient produits les premiers attentats suicide de l'histoire du Mali, menés contre des soldats maliens. A Tombouctou (nord-ouest) également, un attentat du même type a eu lieu fin mars, suivi de combats meurtriers. Un millier de soldats français mènent depuis près d'une semaine une vaste opération dans une vallée située au nord-est de Gao, considérée comme la base principale du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), l'un des groupes islamistes armés présents dans la région. Le représentant de l'Union africaine (UA) à Bamako, l'ancien président burundais Pierre Buyoya, a condamné "fermement" l'attentat de Kidal lors d'une conférence de presse dans la capitale malienne. La Mission internationale de soutien au Mali (Misma, la force africaine) et ses partenaires "sont décidés à aider le pays frère du Mali à assurer la sécurité sur tout son territoire", a-t-il ajouté. Selon lui, cette force actuellement "compte 6.300 soldats sur le terrain", soit "80%" de ses effectifs. La sécurité est l'une des conditions principales à la tenue d'élections générales en juillet au Mali, exigées par la communauté internationale et promises par les autorités de transition à Bamako. Elle conditionne en particulier le retour dans leur région de quelque 400.000 déplacés et réfugiés maliens, dont 75.000 se trouvent dans le camp mauritanien de Mbéra où ils "continuent de survivre dans des conditions précaires (...) sans perspective de retour au

pays", a affirmé vendredi l'organisation Médecins sans frontières (MSF) dans un rapport intitulé "Echoués dans le désert".

- **THEME 5 - 3 : Après la confirmation de l'allégeance du front al-Nosra à Al-Qaïda, la Syrie en appelle à l'ONU**

Source, journal ou site Internet : L'Expression

Date : 13 avril 2013

Auteur :

Adressé par Jean-François Mazaleytrat



Al Nosra, les «jihadistes» cagoulés admettent l'appui de la nébuleuse terroriste mondiale

Depuis le début en mars 2011 du conflit en Syrie, déclenché par une rébellion, Damas n'a cessé de répéter que cette rébellion est le fait de terroristes appuyés et financés de l'étranger.

Damas en a appelé jeudi au Conseil de sécurité de l'ONU pour sanctionner le Front Al-Nosra, le groupe le plus influent au sein de la rébellion, après l'annonce officielle de son adhésion au réseau Al Qaïda, tandis qu'à Washington, le président Barack Obama débloquait une aide alimentaire et médicale de dix millions de dollars pour la rébellion syrienne. Profitant de l'aubaine représentée par l'acte d'allégeance publique d'Al-Nosra au chef d'Al Qaïda Ayman al-Zawahiri qui a appelé à l'établissement d'un Etat islamique en Syrie, le pouvoir s'est empressé de demander à l'ONU de classer le groupe sur sa «liste noire» des entités et individus liés au réseau extrémiste. La demande formulée par le ministère des Affaires étrangères fait référence aux résolutions 1267 et 1989 qui prévoient des sanctions comme un gel des avoirs, une interdiction de voyager et un embargo sur les armes et qui comprennent actuellement 64 entités et 227 individus. Le ministère syrien a d'ailleurs souligné dans un communiqué avoir «régulièrement averti l'ONU sur les liens entre les groupes terroristes armés et Al Qaïda, ainsi que sur les crimes du Front al-Nosra». Les Affaires étrangères syriennes ont demandé au Conseil de sécurité de faire pression sur «les Etats qui soutiennent le terrorisme en Syrie pour qu'ils cessent leurs activités illégales», en référence notamment à la Turquie, à l'Arabie saoudite et le Qatar. Ces pays sont accusés par Damas d'abriter et de financer les rebelles, regroupés en majorité sous l'ombrelle de l'Armée syrienne libre (ASL, déserteurs et mercenaires) mais qui ne comprennent pas Al-Nosra, groupe déjà classé sur la liste des «groupes terroristes» établie par Washington qui le soupçonnait de liens avec Al, Qaïda. Ce n'est que mercredi que le chef d'Al-Nosra a confirmé publiquement l'adhésion du groupe jihadiste bien organisé et armé à Al Qaïda, une annonce qui a d'ailleurs plongé l'opposition dans l'embarras. Les Comités locaux de coordination (LCC), une des premières organisations à avoir animé la rébellion sur le terrain, ont refusé «totalement les propos du chef d'Al Qaïda et son appel à établir un Etat islamique en Syrie». Le chef de l'opposition, Ahmed Moaz al-Khatib, a estimé que «la pensée d'Al Qaïda ne nous sied pas et les

révolutionnaires en Syrie doivent prendre une position claire sur ce sujet». L'opposition est d'autant plus gênée qu'elle ne cesse de réclamer une aide militaire à l'Occident pour faire face à la puissance de feu de Damas. Or les pays occidentaux ont refusé jusqu'à présent de crainte que l'arsenal ne tombe aux mains d' «extrémistes». A Washington, Barack Obama a jugé jeudi que la guerre en Syrie avait atteint un point «crucial» et il a débloqué pour la rébellion syrienne une aide alimentaire et médicale de dix millions de dollars. Cette somme «pouvant atteindre dix millions de dollars (...) vient s'ajouter aux 117 millions de dollars d'assistance non létale fournie à la Coalition de l'opposition syrienne», a expliqué Caitlin Hayden, porte-parole du Conseil de sécurité nationale, le cabinet de politique étrangère de la Maison Blanche. Par ailleurs, selon des diplomates à l'ONU, les pays occidentaux ont des «preuves solides» que des armes chimiques ont été utilisées au moins une fois dans le conflit syrien. «Il y a plusieurs exemples dans lesquels nous sommes complètement sûrs que des obus chimiques ont été utilisés de façon sporadique», a en outre assuré un diplomate occidental sous couvert de l'anonymat.

- **THEME 5 - 4 : Tunisie : un activiste islamiste tué dans des affrontements avec la police**

Source, journal ou site Internet : Le Matin DZ

Date : 13 avril 2013

Auteur : RN/AFP/Reuters

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Un homme de 23 ans a été tué par balles par les forces de l'ordre, intervenues pour disperser un groupe d'islamistes qui tentait d'attaquer un poste de police.



La police tunisienne est sur le pied de guerre depuis des mois.

Un islamiste appartenant à la mouvance salafiste a été tué lors d'affrontements déclenchés par une attaque contre un poste de police à Hergla, dans le centre de la Tunisie, dans la nuit de jeudi à vendredi. Selon la radio privée Mosaïque FM ; des policiers ont procédé à des tirs de lacrymogènes et de sommation pour disperser un groupe de salafistes qui voulaient attaquer leur poste à Hergla pour libérer un des leurs. L'un des assaillants, âgé de 23 ans, a été mortellement atteint, alors que plusieurs autres ont été blessés. Sur sa page Facebook salafiste, le ministère de l'Intérieur a précisé que 150 islamistes radicaux ont tenté de s'introduire de force dans les locaux d'un poste de police à Hergla en jetant des pierres sur des agents de sécurité, causant "de grands dégâts matériels". "Dans un premier temps, la police a mis en garde verbalement ces membres avant de tirer de gaz lacrymogènes pour les disperser. Mais devant l'insistance de ce groupe, les forces de l'ordre ont été obligées de faire usage de balles réelles, faisant un mort et quatre blessés parmi les assaillants", explique le ministère. Plusieurs postes de police ont été attaqués par des islamistes radicaux en Tunisie depuis la révolution de janvier 2011 qui a chassé l'ancien régime du pouvoir. Fin octobre 2012, un groupe de salafistes a attaqué deux postes de la garde nationale à Douar Hicher, un quartier populaire près de Tunis, juste après l'annonce de la capture d'un islamiste soupçonné d'avoir

agressé un responsable sécuritaire. L'intervention des forces de l'ordre avait entraîné la mort d'un assaillant touché par une balle. La Tunisie est confrontée à l'essor de groupes islamistes parfois armés qui cherchent à en découdre avec les autorités. Au cours des derniers mois, les salafistes ont multiplié les agressions contre les marchands de vin dans plusieurs villes du pays. Les laïcs estiment que ces islamistes ont constitué une police religieuse et qu'ils menacent l'Etat. Mercredi, ils ont incendié une école et agressé son directeur qui avait refusé l'accès de l'établissement à une adolescente voilée. Ils ont également empêché la tenue de concerts et de spectacles dans plusieurs localités l'an dernier affirmant que ces représentations violaient les principes de l'islam. Selon les autorités, ceux-ci sont notamment responsables de l'attaque de l'ambassade américaine, en septembre 2012, et de l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd, le 6 février dernier.

6/ RENSEIGNEMENTS ET MENACES :

• THEME 6 - 1 : L'ONU accable la Libye à propos du trafic d'armes

Source, journal ou site Internet : [Le courrier d'Algérie](#)

Date 12 avril 2013

Auteur :

Adressé par Jean-François Mazaleyrat



Les préoccupations exprimées par les conclusions d'un rapport des Nations unies relatif au trafic d'armes vers d'autres pays voisins, sont «exagérées», a estimé mercredi soir un responsable de l'Armée libyenne. «Le trafic d'armes en provenance de Libye vers les pays voisins au cours de cette période est très difficile», a déclaré le colonel Ali Chikhi, porte-parole de l'état-major de l'armée libyenne, qualifiant les craintes de l'ONU à ce sujet «d'exagérées». Les craintes des Nations unies sont basées sur un rapport élaboré par un groupe d'experts du Conseil de sécurité de l'ONU qui indique l'existence «de cas confirmés et des cas en cours d'examen de convois clandestins destinés au trafic vers plus d'une douzaine de pays portant sur des armes aussi bien lourdes que légères». Le rapport de 94 pages daté du 15 février 2013 et qui a été publié mardi, précise que «la prolifération des armes de la Libye se poursuit à un rythme alarmant à partir du sud de la Tunisie et de l'Algérie ainsi que le nord du Niger vers des destinations comme le Mali. Mais certaines de ces armes restent dans les pays de transit en vue d'un usage par des groupuscules locaux.» Selon M. Chikhi, «les armes sorties de la Libye à travers les pays voisins l'ont été après la fuite de mercenaires africains vers leurs pays d'origine après avoir combattu aux côtés des forces de Mouammar El Gueddafi pendant la révolution de 2011». Il a ajouté que «ces mercenaires sont retournés après leur défaite dans leurs pays et ont vendu ces armes portant des immatriculations indiquant leur origine libyenne». Selon le rapport onusien «dix-huit mois après la fin du conflit, certains de ces équipements militaires sont encore sous le contrôle d'acteurs non étatiques en Libye». En

mars, le Conseil de sécurité a donné à la Libye l'autorisation d'acquérir des équipements militaires tels que les gilets pare-balles et des véhicules blindés. Il a exhorté le gouvernement libyen à améliorer la surveillance des armes et du matériel connexe et qui sont offerts, vendues ou envoyées au gouvernement, avec l'accord du Comité des sanctions des Nations unies, qui supervise l'embargo sur les armes dans le pays.

- **THEME 6 - 2 : Chine : la grippe aviaire H7N9 se propage**

Source, journal ou site Internet : Le Point

Date : 13 avril 2013

Auteur : AFP

Adressé par Jean-François Mazaleytrat

Une enfant de 7 ans, fille de marchands de volailles, a contracté la maladie à Pékin. C'est le premier cas officiel dans la capitale.



Des usagers du métro de Shanghai tâchent de se protéger de la grippe aviaire en portant des masques, le 9 avril 2013. © Peter Parks / AFP L'inquiétante grippe aviaire H7N9 se propage en Chine, où les autorités sanitaires ont annoncé samedi qu'une fillette de 7 ans était porteuse du virus à Pékin, le premier cas officiellement enregistré dans la capitale. Cette enfant est la fille d'un couple de marchands de volailles et a donc vraisemblablement été en contact avec des oiseaux malades. Elle a été hospitalisée dans un état général stable, a indiqué le Bureau de la santé de Pékin. Jeudi, elle avait présenté un syndrome grippal, avec de la fièvre, une migraine et des maux de gorge, et ses parents l'avaient conduite à l'hôpital, ainsi qu'il est d'usage en Chine où de nombreuses familles ne font pas confiance aux consultations des médecins de quartier. Vendredi des analyses ont montré qu'elle avait été infectée par la souche H7N9 de l'influenza aviaire, qui n'avait jusqu'à présent officiellement contaminé que 43 personnes dans l'est de la Chine, parmi lesquelles onze sont décédées. Le Centre national de lutte contre les maladies infectieuses a confirmé les résultats samedi. Les parents de la fillette ont donc été placés en quarantaine, mais ne présentent pour l'heure aucun symptôme de la maladie, a précisé le Bureau de la santé de Pékin. "Depuis le début de la maladie à Shanghai, nous nous préparons", a déclaré à la télévision CCTV le Dr. Cheng Jun, directeur-adjoint de l'hôpital Ditan de Pékin, le plus réputé pour les pathologies infectieuses. C'est d'ailleurs là qu'a été admise la fillette malade. La capitale chinoise est une mégapole de plus de 20 millions d'habitants située au nord du pays, à plus d'un millier de kilomètres de Shanghai, autre métropole où ont été enregistrés les premiers cas humains d'infection au virus H7N9.

Inquiétude

Les deux vastes conurbations ont pris des mesures pour tenter de circonscrire les contagions entre oiseaux, notamment la fermeture des marchés aux volailles vivantes et l'interdiction des courses et lâchers de pigeons, un passe-temps populaire en Chine. Shanghai et d'autres grandes villes ont aussi ordonné l'abattage de dizaines de milliers de volatiles. La filière avicole chinoise est, par conséquent, durement touchée. Sitôt le cas de la fillette connu samedi, des internautes ont confié leur inquiétude. "C'est un mauvais signe", a jugé l'un d'eux

dans un microblog, tandis qu'un autre conseillait de "se reposer davantage et de moins sortir". Au moins une douzaine de personnes ont été arrêtées cette semaine, accusées d'avoir diffusé des rumeurs alarmistes sur la grippe aviaire.

Pandémie

Avant les cas récemment enregistrés en Chine, la souche H7N9 de la grippe aviaire ne s'était pas transmise à l'homme. Comme pour la souche H5N1, la plus commune, les scientifiques redoutent qu'une mutation virale permette des contaminations d'homme à homme, ce qui pourrait déclencher une pandémie. Le H5N1 a fait plus de 360 morts dans le monde entre 2003 et le 12 mars 2013, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui a répété ces derniers jours qu'il n'existait aucune preuve d'une transmission d'homme à homme du virus H7N9. Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), Bernard Vallat, a de son côté qualifié jeudi d'"assez exceptionnelle" la situation créée par le virus H7N9 car sa détection est "très difficile" chez les volailles. "Nous sommes confrontés à une situation assez exceptionnelle car nous avons affaire à un virus influenza très faiblement pathogène pour les oiseaux et qui a la capacité de provoquer une maladie grave chez les personnes infectées", a déclaré le Dr Vallat. L'OIE, basée à Paris, a précisé que, selon les rapports officiels transmis par les autorités vétérinaires chinoises, "les volailles testées comme positives à la présence du virus influenza A(H7N9), et suspectées d'être à l'origine des cas humains recensés, ne montrent pas de symptômes visibles". Cette situation "rend la détection de ce virus très difficile chez les volailles", a ajouté l'OIE.

- **[THEME 6 - 3 : Des milliers de Tunisiens dans les rangs du Front Ennosra en Syrie](#)**

Source, journal ou site Internet : Kapitalis

Date : 13 avril 2013

Auteur : Ikram Ghioua

Adressé par Jean-François Mazakleyrat



Enquête de nos confrères algériens "L'Espression" sur ces jeunes Tunisiens endoctrinés et recrutés pour aller renforcer les troupes des combattants du Front Ennosra (proche d'Al-Qaïda) en Syrie.

Ils sont âgés entre 17 et 30 ans. Issus de milieux précaires, vulnérables et sans repères, ils sont plus de 6.000 jeunes Tunisiens à avoir subi un lavage de cerveau par des islamistes radicaux, organisés dans des filières lucratives, activant au sein des mosquées dans le seul but de les envoyer combattre en Syrie. Pour eux, c'est le jihad, peu importe le prix. Des camps d'entraînement en Libye et au sud de la Tunisie ont été conçus spécialement pour eux. Acheminés vers la Turquie et le Liban, les frontières sont ouvertes pour investir la Syrie. Les faits! Ce n'est certainement pas ça qui manque.

Ghannouchi, Al-Qaradhaoui et les autres

Certains de ces jeunes Tunisiens sont revenus au pays traumatisés après avoir découvert une autre réalité. Mais beaucoup ne reviendront pas. S'ils ne sont pas détenus, il faut les compter soit parmi les morts, soit dans des affrontements, soit dans des attentats suicides. Qui est responsable? Les familles de ces jeunes accusent l'Etat de n'avoir rien fait et rendent coupable le parti islamiste tunisien Ennahdha de Rached Ghannouchi, de cette situation.

Néanmoins, un autre nom est revenu à la surface dans cette affaire de recrutement de «*jihadistes*» tunisiens : le prédicateur bien connu, Youcef Al-Qaradhaoui qui officie sur la chaîne qatarie Al-Jazira. Un couple qui s'est donné pour objectif de pourvoir les besoins du jihad et promet le paradis aux «martyrs» tunisiens. Abou Koussay, l'un des «*jihadistes*» tunisiens partis en Syrie a, dans une interview au journal arabophone tunisois "Assarih", fait des révélations effrayantes après son retour. Il indique être parti «(...) avec plusieurs autres jeunes Tunisiens issus de différents milieux». Ses coreligionnaires se trouvent actuellement aux côtés des islamistes en Syrie. Il indique également la «*présence de 13 filles dans les rangs des djihadistes*». Ce n'est qu'après un départ en cascade de jeunes tunisiens et sous la pression des familles que les autorités ont commencé à s'inquiéter. Dans ce contexte, le procureur général du tribunal de première instance de Tunis a indiqué, récemment, dans un communiqué, qu'«une enquête a été ouverte par le parquet tunisien. Son rôle principal est d'identifier les réseaux qui facilitent le recrutement de Tunisiens dans les rangs de la rébellion syrienne». Les recrues, à ne pas en douter, sont choisies parmi les plus démunies. Les recruteurs, indique en ce sens le professeur Naceur Khechini, un spécialiste de la charia, «*visent les jeunes moins éduqués et au chômage au moyen d'incitation financière et de fatwas religieuses*». Par ailleurs, l'actuel chef du gouvernement, Ali Lârayedh, n'a pas trouvé mieux à déclarer que de dire que «*les jeunes Tunisiens sont libres de quitter le territoire national, prétextant que les autorités ne sont pas autorisées à le leur interdire sur le plan légal*».

«Ne pas laisser la Tunisie aux mains des laïcs»

Selon le journal français "Le Monde", certains observateurs estiment que le départ en masse de jeunes Tunisiens vers la Syrie est un complot pour vider la scène «*jihadiste*» tunisienne de ses élites! Le journal souligne dans une récente édition : «*quand on ne vise pas le parti Ennahdha ou des prédicateurs, les soupçons sur des réseaux d'enrôlement se portent sur le Qatar*». Citant un entretien réalisé par un journaliste indépendant, le même quotidien indique «*le chef du groupe salafiste Ansar Al-Chariâ, Abou Iyadh, recherché par la police depuis l'attaque de l'ambassade américaine, le 14 septembre 2012, avait tenté d'endiguer la vague de départs. Il craignait un complot pour vider la scène jihadiste tunisienne de ses éléments. Son appel a été diffusé sur le site "Al-Andalouse" d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), afin de ne pas laisser la Tunisie aux mains des laïcs*». "Le Monde" évoque le «*départ de jeunes femmes pour le jihad sexuel, afin de soutenir les islamistes en Syrie*», qualifiant toutefois la nouvelle de rumeur. Peut-on mettre fin à cette tragédie? Quand il y a un Qaradhaoui qui appelle à l'assassinat des oulémas, savants et chercheurs – Cheikh Ramadan Al-Bouti a été assassiné à Damas après une fatwa d'Al-Qaradhaoui – et légitime le meurtre, associé à un Ghannouchi pour l'enrôlement de jihadistes pour la Syrie, nous avons là une tragédie sans nom. Le président de l'Institut tunisien des relations internationales (Itri) et membre de la commission des observateurs arabes en Syrie, Ahmed Manaï, dans une contribution au journal tunisois "La Presse" souligne que «*c'est une genèse infernale sous laquelle croulent des milliers de jeunes Tunisiens partis au jihad en Syrie en laissant leurs familles, rivées devant les écrans de télévision suivre l'évolution dramatique dans ce pays*

frère». Il confirme l'association pour l'enrôlement de ces jeunes, entre Qaradhaoui et Ghannouchi, et sur «*le caractère stratégique*» d'une rencontre qui a eu lieu à Tripoli, le 11 décembre 2011, qui a réuni Youcef Qaradhaoui, Rached Ghannouchi et Hamad bin Jassim Jabber Al-Thani, ministre des Affaires étrangères du Qatar, ainsi que le N° 2 des Frères musulmans en Syrie, tous venus en principe sceller la réconciliation des Libyens. L'ex-jihadiste, Abdelhakim Belhaj, gouverneur militaire de Tripoli, a également participé à cette réunion, au cours de laquelle a été décidée l'adhésion à l'accord Ghalioun-Abdeljelil «*d'armer et d'envoyer des combattants tunisiens et libyens en Syrie*». Ahmed Manaï ajoute encore que «*c'est l'accord Borhane Ghalioun-Mustapha Abdeljelil, du mois d'octobre 2011, qui a jeté les fondements de la coopération militaire entre les deux "révolutions" libyenne et syrienne, rejoint par le salafisme-jihadiste tunisien et le parti Ennahdha qui ont adhéré à ce mouvement*». Cela explique le départ en masse de jeunes Tunisiens en Syrie après l'endoctrinement qu'ils ont subi par voie de prêches, ensuite par le recrutement direct qui se fait plus discrètement par des réseaux qui disposent de moyens financiers et de complicités de haut niveau. Si aujourd'hui le chiffre est de 6.000 Tunisiens à avoir rejoint les jihadistes en Syrie, des observateurs avertissent que leur nombre peut doubler si une stratégie de lutte contre ces réseaux n'est pas dégagée en urgence !

- **THEME 6 - 4 : Camps de réfugiés en Mauritanie**
Situation dramatique pour 75 000 Maliens

Source, journal ou site Internet : El Watan

Date : 13 vril 2013

Auteur :

Adressé par Jean-François Mazaleyrat



Fuyant guerre et haines ethniques, plus de 75 000 Maliens sont réfugiés en plein désert mauritanien où l'eau manque et où la mortalité infantile dépasse le seuil d'urgence : dans le camp de Mbéra, prévient Médecins sans frontières (MSF), «l'aide humanitaire déployée est insuffisante». La guerre au Mali a commencé en janvier 2012, lorsque la rébellion touareg a pris le nord du pays avant d'être supplantée par des groupes islamistes armés. L'armée française est intervenue le 11 janvier pour aider l'Etat malien menacé de désintégration, et poursuit depuis ses opérations dans le Nord. Le conflit a entraîné le déplacement de plus de 270 000 personnes au Mali même. 170 000 autres se sont réfugiées dans les pays voisins (essentiellement au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger), selon les Nations unies. Dans le désert mauritanien où les températures atteignent 50 degrés, le camp de réfugiés de Mbéra accueille des dizaines de milliers de malheureux «échoués dans le désert» dans une situation «extrêmement précaire», selon le titre d'un rapport de MSF, chassés par les combats, la haine ethnique, l'insécurité alimentaire et l'effondrement des services de base. «C'est un camp dans lequel plus de 75 000 Maliens ont cherché refuge (...). Nous prenons les allégations du rapport au sérieux», a réagi le porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations unies, Melissa Fleming. Pas de famine dans le camp de Mbéra, précise Marie-Christine Ferir, responsable de la réponse aux urgences à MSF, car de manière générale «les rations se sont

améliorées, la nourriture est suffisante maintenant». Mais l'eau manque : les réfugiés reçoivent en moyenne 11 litres par jour, alors que leur situation en exigerait 20 pour la boisson, la cuisine et l'hygiène. Quant aux enfants, «ils devraient recevoir une ration enrichie en lait et en micro-nutriments pour ne pas tomber en malnutrition», ajoute Mme Ferir. Les enfants arrivés en janvier au camp étaient en général bien nourris les premiers jours, mais ont rapidement présenté des symptômes de malnutrition. «Ça met la vie des enfants en danger», s'alarme Marie-Christine Ferir. Outre les risques de séquelles neurologiques irréversibles et de problèmes immunitaires que la malnutrition peut provoquer chez les tout-petits, leur taux de mortalité a flambé. «Il est actuellement au-dessus du seuil d'urgence, dont la limite est de deux décès d'enfants de moins de deux ans pour 10 000 par jour. On est à 3,2 décès pour 10 000 enfants par jour», explique-t-elle. En moyenne, deux enfants de 2 ans meurent ainsi chaque jour à Mbéra, précise MSF. «La malnutrition dans le camp de Mbéra est notre préoccupation principale et l'est depuis un certain temps», a indiqué la porte-parole du HCR, ajoutant que «des efforts supplémentaires ont été déployés depuis le début de l'année». Dans son rapport, MSF insiste sur le fait que «les organisations d'aide doivent maintenir leur réponse aussi longtemps que nécessaire». Car «en raison des fondements ethniques et politiques de cette crise, il est peu probable de voir prochainement les réfugiés retourner au Mali», souligne l'ONG.

7/ SECURITE INTERIEURE

• THEME 7 - 1 : Synthèse de presse de la douane

Source, journal ou site Internet : la douane

Date : 12 avril 2013

Auteur Bureau information et communication

Adressé par Eric Bergue

Lutte contre la fraude

Les contrôles fiscaux rapportent 18 milliards (Le Parisien)

Bernard Cazeneuve a communiqué hier les résultats des contrôles fiscaux 2012, qui ont permis de faire rentrer 18 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat. Des résultats en hausse de 18 % par rapport à l'année précédente. La fameuse « liste des 3000 » issue de la banque HSBC transmise à Bercy en 2011, a permis de procéder à 900 contrôles fiscaux et de récupérer 178 millions d'euros. Un bilan qualifié de « spectaculaire » par le ministre.

Europe, International

Le grand marché chinois du vin : tentant mais risqué (AFP)

En Chine, le vin importé représente 20 % du vin consommé. Une bouteille vendue sur deux vient de France. La Chine et Hong -Kong sont devenus le 3ème marché du vin français (après le Royaume-Uni et les Etats -Unis). Les exportations ont été multipliées par dix en cinq ans représentant 840 millions d'euros en 2012, année pourtant marquée par un léger ralentissement en raison de l'emballage et du surstockage qui avaient marqués les années précédentes. Pour autant, le vin français, du Bordeaux à 80 %, reste très prisé. Ubifrance invite les viticulteurs français qui veulent se lancer sur ce marché, à être patients, raisonnables sur les prix, attentifs à la traduction de leurs étiquettes et à se protéger de la contrefaçon. Bien

que la Chine augmente drastiquement sa surface plantée, son vignoble ayant cru de 20 % en 4 ans à 560 000 ha, les vins haut de gamme restent d'importation et s'adressent pas à u public ciblé.

Renseignement pris, pas une super idée (Libération)

le Renseignement français s'attache depuis le 4 avril à faire retirer de Wikipedia un article jugé sensible consacré à la station de communication hertzienne militaire de Pierre-sur-Haute. la DCRI a finalement eu gain de cause, en effet l'article ayant été retiré par un administrateur de l'encyclopédie menacé de mise en examen. La page concernée s'était cependant retrouvée traduite en 18 langues et en première place des pages les plus lues de Wikipedia en français. Une parfaite démonstration de « l'effet Streisand », qui veut que la volonté de supprimer une information sur le Net aboutisse la plupart du temps à sa diffusion la plus large.

Economie, politique, social

Lait : écotaxe poids lourd (Libération)

Grâce à un important soutien des parlementaires breton, toutes tendances confondues, les députés ont voté hier un exonération de l'écotaxe poids lourd pour le transport de lait en camion. L'amendement est intégré au projet de loi sur les infrastructures de transport.

Actualités régionales

Deux culturistes contrôlés avec 7000 doses d'anabolisants (Journal de l'Île de la Réunion du 10/04)

Les douaniers de l'aéroport de Pilot ont intercepté la semaine dernière deux passagers en provenance de Thaïlande et à destination de la Réunion via l'Ile-Maurice, qui transportaient 7000 doses de Clenbutérol. Ce produit, normalement destiné aux chevaux de courses, est utilisé par certains sportifs pour gagner de la masse musculaire, malgré son caractère très dangereux pour l'homme. En l'occurrence, les deux voyageurs étaient deux amateurs de culturisme ayant expliqué ramener les produits pour une consommation personnelle sur le long terme. En l'absence d'éléments laissant supposer un trafic, le Parquet n'a pas souhaité poursuivre et ils ont écopé d'une amende douanière. Lors de la présentation du bilan 2012 pour le département, le directeur de la douane, Alexis Lopez, a souligné l'explosion des saisies de ce type de produits, multipliées par 5 depuis l'année précédente. Ils sont transportés par des voyageurs en provenance de Thaïlande ou acheminés par colis postaux.

8/ ENERGIE - ENVIRONNEMENT – CLIMAT

- **THEME 8 - 1 Mini réseaux électriques : un marché mondial de 40 milliards de dollars d'ici 2020**

Source, journal ou site Internet : smartplanet

Date : 12 avril 2013

Auteur : Tyler Falk

Adressé par Elie Billaudaz

Le marché des mini-réseaux électriques, permettant un approvisionnement plus fiable, devrait selon une étude quadrupler entre 2013 et 2020.



Après de fortes tempêtes telles que l'ouragan Sandy, qui a privé d'électricité des millions de personnes, et des événements tels que la panne d'électricité géante en Inde l'an dernier, le monde se tourne de plus en plus vers les mini-réseaux électriques pour fournir une électricité plus fiable. Un nouveau rapport de Navigant Research indique que le marché des mini-réseaux électriques (« microgrids » en anglais) augmentera de près de 10 milliards de dollars de revenus estimés cette année à 40 milliards d'ici 2020. « Dans l'état actuel des choses, les mini-réseaux électriques peuvent offrir une qualité et une diversité de services que les services publics établis sont incapables d'égaliser », déclare Peter Asmus, analyste principal pour Navigant Research. « Bien que les distributeurs d'électricité aient montré des préjugés institutionnels contre le concept même des mini-réseaux électriques pendant des décennies, les événements météorologiques extrêmes et la reconnaissance croissante des mini-réseaux électriques comme sources potentielles de ressources pour répondre à la demande favorisent l'acceptation culturelle et le soutien technique de ces systèmes dans différents contextes. » Le rapport indique que les mini-réseaux électriques sont en train de « passer à une commercialisation à grande échelle », en partie grâce au succès des programmes pilotes, à la baisse des prix des équipements solaires photovoltaïques et à la diminution du nombre de réglementations contre l'énergie distribuée. Alors où se trouve le meilleur marché pour les mini-réseaux électriques? En Amérique du Nord et, plus précisément, aux États-Unis. « Les zones mal approvisionnées en électricité éparpillées à travers le pays et la structure des marchés des solutions autonomes pour les ressources énergétiques distribuées » sont les principaux facteurs qui motivent la croissance du marché américain des mini-réseaux électriques, avance le rapport.

Photo: USACE HQ via Flickr, sous licence Creative Commons CC by

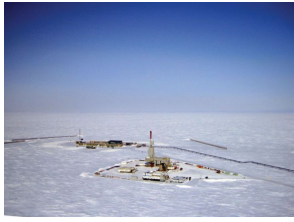
- [THEME 8 - 2 **Après Shell, ConocoPhillips suspend ses forages offshore an Alaska**](#)

Source, journal ou site Internet : le marin

Date : 11 avril 2013

Auteur :

Adressé par François Jouannet



ConocoPhillips suspend les forages prévus en 2014 dans la mer des Tchouktches en Alaska. (Photo DR) Le groupe pétrolier américain ConocoPhillips a annoncé le mercredi 10 avril la suspension de forages qu'il avait prévus l'année prochaine dans la mer des Tchouktches en Alaska, invoquant des incertitudes sur l'évolution de la réglementation. " Nous réévaluerons nos plans de forage en mer des Tchouktches " une fois que les obligations réglementaires pour les forages en Alaska seront clarifiées, a précisé le président de ConocoPhillips Alaska, Trond-Erik Johansen, jugeant qu'il s'agissait d'une " approche raisonnable et responsable étant donné les énormes investissements requis pour les opérations offshore dans l'Arctique ". ConocoPhillips souligne être le plus gros producteur de pétrole en Alaska et rappelle avoir plus de 50 ans d'expérience pour des forages tant sur terre qu'en mer dans la région arctique. Son concurrent anglo-néerlandais Shell avait déjà annoncé en février avoir renoncé pour cette année à faire des forages en Alaska, où il avait des projets dans les mers de Beaufort et des Tchouktches. Cette pause faisait suite dans son cas à des avaries sur un navire utilisé pour la campagne de forages. Les forages au large de l'Alaska restent de manière générale très critiqués par les défenseurs de l'environnement qui les jugent risqués.

9/ GEOPOLITIQUE DE LA CULTURE :

• [THEME 9 - 1 : Antisémitisme : nouvelle plainte de l'UEJF contre Twitter](#)

Source, journal ou site Internet ZDnet

Date : 12 avril 2013

Auteur : La rédaction

Adressé par Elie Billaudaz

Le torchon brûle à nouveau entre l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) et Twitter. En décembre dernier, le réseau social avait été assigné en référé après une vague de tweets antisémites rassemblés sous les hashtags nauséabonds #unbonjuif et #unjuifmort. Le tribunal de grande instance de Paris avait alors ordonné au réseau social de communiquer à la justice les données d'identification des auteurs de tweets racistes ou antisémites. Une décision qui avait amené à s'interroger sur la capacité de Twitter à se débarrasser des messages racistes, antisémites ou plus généralement haineux. Reste que Twitter n'a visiblement pas bougé depuis. En mars, le président de l'UEJF s'en agace, estimant que "Twitter joue la carte de l'indifférence (...). En protégeant l'anonymat des auteurs de ces tweets, [les équipes de Twitter] se rendent complices et offrent un boulevard aux racistes et aux antisémites." L'association décide donc de porter l'affaire au pénal, et réclame par ailleurs 38,5 millions d'euros. Ce vendredi, elle lance une nouvelle charge estimant cette fois que certains des premiers tweets litigieux n'avaient même pas été effacés par Twitter.

"Rare mépris"

Dans un communiqué, elle explique : "A l'occasion d'un procès-verbal de constat établi pour les besoins de la procédure de référé, les associations requérantes viennent de découvrir avec stupéfaction et un profond dégoût que la société Twitter Inc avait menti au juge des référés et aux médias en affirmant avoir rendu inaccessibles les Tweets en cause, alors que l'intégralité des tweets litigieux demeurent encore aujourd'hui accessibles depuis le territoire Français

pour quiconque se déclare de nationalité non française lors de l'ouverture ou de la modification d'un compte Twitter". Et de poursuivre : "plus grave, au moins cinq Tweets des plus violents pourtant signalés dès le mois d'octobre demeurent en ligne, sans aucune restriction de nationalité déclarée". "En mentant au juge des référés, en refusant successivement d'exécuter sa décision, en protégeant l'anonymat des auteurs, en refusant d'aménager son dispositif de signalement pour prévenir les dérives de son service, en omettant de retirer purement et simplement les tweets signalés 6 mois plus tôt, Twitter fait preuve d'un rare mépris et d'une singulière arrogance qui appellent une réponse ferme et dissuasive des pouvoirs publics dont elle s'est jouée jusqu'à présent", assène l'UEJF. L'association a donc déposé une nouvelle plainte à l'encontre de Dick Costolo, Président et Directeur de la société Twitter, des chefs "d'injure raciale, et de diffamation raciale, et de provocation publique à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'encontre des juifs". Twitter de son côté s'est toujours rangé derrière son statut d'entreprise américaine pour contester ces décisions de justice. En mars dernier il indiquait : "Comme le démontre l'action en justice d'aujourd'hui, ils sont malheureusement plus intéressés par les grandes envolées que par la façon de trouver la procédure internationale adéquate pour obtenir les informations demandées", en référence à sa décision de passer par la justice américaine pour toute demande à l'international

- **[THEME 9 - 2 : Il y a une logique dans l'escalade des mots en Corée du Nord](#)**

Source, journal ou site Internet : Slate

Date : 12 avril 2013

Auteur : Fred Kaplan

Adressé par Jean-Claude Tourneur

La rhétorique belliqueuse qui tend à l'escalade entre Pyongyang, Séoul et Washington nous mène-t-elle lentement vers la guerre? De prime abord, les tensions avec la Corée du Nord peuvent faire penser à celles qui agitaient l'Europe en 1914: une nation dérape; une autre lui répond en la menaçant d'une réaction musclée; et puis de fil en aiguille, la Première Guerre mondiale éclate. Mais à y regarder de plus près, la situation n'apparaît pas aussi désespérée, même si les raisons d'inquiétude sont nombreuses. Bref résumé des épisodes précédents: au cours des semaines qui viennent de s'écouler, les forces américaines et sud-coréennes ont effectué leurs manœuvres militaires annuelles communes. Le dirigeant de Corée du Nord, Kim Jong-un, a réagi vivement par des diatribes belliqueuses, menaçant de transformer la région (et particulièrement Séoul) en une «Mer de feu» à la moindre provocation du camp d'en face. Jusqu'ici, tout va bien.

Mais voilà que la présidente de Corée du Sud, Park Geun-hye, annonce que si Kim venait à entreprendre la moindre action agressive, elle répondrait par l'emploi de la force, sans se fixer de limites. Kim se met à crier encore plus fort. Le président Obama demande alors à deux bombardiers B-2 américains de survoler la Corée du Sud et d'y effectuer des largages de bombes inertes, à des fins d'exercice. Il accélère également le déploiement de systèmes de défense anti-missile sur l'île de Guam, et envoie deux destroyers pourvus de missiles guidés croiser à proximité des côtes de la Corée du Nord. Kim gesticule davantage encore afin d'assurer tout le monde qu'une guerre nucléaire ne lui fait pas peur.

La bonne nouvelle dans tout cela, c'est que les gesticulations de Kim sont très probablement à destination de son propre peuple, et qu'il agite ainsi la menace d'une guerre pour justifier leur oppression et leur pauvreté continuelles. Les moulinets d'Obama sont destinés, dans une large

mesure, à l'allié sud-coréen –afin de l'assurer que les Etats-Unis va les soutenir et entreprendra des actions si le Nord venait à se montrer trop agressif. Mais cette bonne nouvelle à un revers plus inquiétant: les messages sont parfois mal interprétés; les paris sont parfois pris à partir de calculs erronés, tout particulièrement quand les antagonistes ne se parlent pas entre eux (et Kim vient, très récemment, de couper la ligne téléphonique directe qui reliait la Corée du Nord à celle du Sud). L'histoire regorge hélas de guerres dont aucun des protagonistes ne voulait. Voilà ce qui inquiète de nombreux responsables politiques et analystes qui suivent de près ce qui se déroule dans la péninsule coréenne. Ces dernières années, les forces des deux Corées se sont affrontées le long de la Zone démilitarisée (la frontière) ainsi qu'autour d'une frontière maritime contestée appelé la Ligne de Limite Nord, en Mer Jaune. Lors du dernier épisode en date, en novembre 2010, un navire sud-coréen a été ainsi coulé, provoquant la mort de 46 de ses marins. Le gouvernement sud-coréen de l'époque avait alors décidé de ne pas répliquer. Telle ne sera sans doute pas l'attitude du gouvernement actuel – et pour de bonnes raisons.

Tout commence par une escarmouche, le scénario de l'escalade

Mais certains craignent que la réplique de la présidente Park soit disproportionnée. Cela pourrait pousser Kim à répliquer à son tour encore plus fort, ne serait-ce que pour montrer à la caste des militaires nord-coréens qu'il n'est pas une mauviette. Or Park pourrait bien continuer le bras de fer. Et il y a plus grave. Selon Daniel Sneider, directeur adjoint du Stanford Shorenstein Asia Pacific Research Center, si la Corée du Sud décide l'emploi de la force aérienne, le Commandement des Forces Combinées –le nom des autorités militaires conjointes américaines et sud-coréennes– se verra automatiquement impliqué ; c'est ce que stipule le traité américano-sud-coréen. En d'autres termes, les Etats-Unis se retrouveraient impliqués dans une nouvelle guerre de Corée. C'est ce scénario de l'escalade –bien plus que celui d'une éventuelle frappe de missile nord-coréens contre, par exemple, la flotte américaine stationnée à Guam– qui inquiète plus que de coutume de nombreux analystes et responsables politiques. Le président Obama a bombé le torse –en envoyant deux bombardiers américains B-2 dans le ciel de Corée et des systèmes de défense anti-missiles pour protéger les troupes américaines stationnées à Guam (cette île de l'archipel des Mariannes, située à 4.000 kilomètres de Pyongyang est sous le contrôle des Américains depuis 1898, NdT)— afin de signifier aux dirigeants de Corée du Nord que l'on ne plaisante pas avec les armées nucléaires et que s'ils s'avisent d'une action de ce genre, les Etats-Unis seraient en mesure de leur infliger des dommages dévastateurs sans même lever le petit doigt. Mais Obama envoie également, et peut-être surtout, aux dirigeants de Corée du Sud (et implicitement du Japon) le message que les Etats-Unis sont prêts à honorer leurs engagements et qu'il est donc inutile qu'ils se lancent dans une escalade du conflit (ou qu'ils commencent à fabriquer des bombes atomiques, comme le réclament certains à Séoul). Le message est clair: Nous sommes prêts à faire le boulot, tant en matière de dissuasion nucléaire et, si nécessaire, de réplique militaire.

Kim Jong-Un est-il un acteur rationnel?

Existe-t-il un danger que Kim Jong-Un considère le prochain survol de la Corée par des bombardiers B-2 ou B-52 comme le premier stade d'une attaque véritable et effectue des frappes préventives de sa propre initiative? Peut-être bien, ce qui explique pourquoi la Maison-Blanche est actuellement en train de jouer un peu plus piano son habituelle partition de démonstration de force, selon le Wall Street Journal. Tant qu'Obama ne se montrera pas exagérément provocateur, il est peu probable que la Corée du Nord choisisse la voie de la confrontation. Dans ce jeu d'équilibre, au sein duquel les armes nucléaires sont une part

essentielle de l'équation, un responsable national quel qu'il soit ne prendra très probablement pas le risque de lancer la première attaque, à moins qu'il ne considère qu'il possède les moyens d'infliger à l'ennemi un coup fatal –ou qu'il dispose d'assez d'armes pour le dissuader de répliquer (l'idée étant la suivante: Oui, je viens de te cogner, mais si tu réponds, je vais te cogner encore plus fort.) les Nord-Coréens n'ont pas assez d'armes pour mettre à genoux qui que ce soit –et il ne leur en resterait clairement pas assez pour lancer une seconde vague de frappes après la première. Telle serait, en tous cas, la logique d'un acteur rationnel des relations internationales. Et le problème, c'est que nous ne savons pas vraiment si Kim Jong-un en est un. Kurt Campbell, jusqu'à très récemment sous-secrétaire d'Etat pour l'Extrême-Orient a fait remarquer, dans une interview accordée au blog Washington Wire du Wall Street Journal qu'à de nombreuses reprises au cours des dernières années, la Corée du Nord a proféré des menaces parfois proprement démentielles, mais en faisant machine arrière juste avant que l'escalade verbale ne se transforme en conflit armé. La question est donc de savoir si Kim-Jong-Un est aussi malin ou calculateur que ses prédécesseurs, Kim Jong-il (son père) et Kim Il-sung (son grand-père). Personne ne le sait –ce qui constitue une nouvelle raison de s'inquiéter. Les deux précédents Kim étaient des acteurs rationnels au moins pour ce qui concerne les tactiques et stratégies de survie. Eux qui considéraient leur nation comme «une crevette dans un banc de baleine» ont tiré leur épingle du jeu en battant régulièrement le rappel, en tempêtant de ci de là et en montant leurs voisins les uns contre les autres. Mais leur folie, si l'on peut dire, était méthodique; ils avaient conçu un petit jeu avec ses propres règles et s'il était possible de les comprendre –ce qui était le cas du sommet de l'Etat sous les administrations Bush senior et Clinton– il était possible d'éviter la guerre et même de vivre en paix.

Des manœuvres américano-sud-coréennes

Mais Kim Jong-un, qui n'a pas encore trente ans et qui est manifestement très inexpérimenté, ne suit pas les règles de la famille; personne ne peut dire à quel jeu il joue et il est donc bien difficile de jouer avec lui, d'autant qu'il est presque impossible de comprendre quelle est sa vision de l'échiquier. L'autre point central de la question est que Kim Jong-un se trouve à la tête d'un régime qui a lancé quelques missiles et effectué des tests d'armes atomiques. Il se sent peut-être plus puissant que ses aînés –et sera peut-être moins enclin aux reculades. Mais dans le même temps, la Corée du Nord qu'il dirige et qui demeure la société la plus fermée du monde l'est tout de même un peu moins qu'auparavant: les marchés expérimentaux et les coentreprises avec la Corée du Sud, sans parler du flux de marchandises à travers la frontière chinoise ont permis à certains habitants de Corée du Nord de saisir quelques bribes du monde extérieur; un nombre croissant d'entre eux réalise que leur situation est bien moins enviable que celle des habitants du reste du globe et qu'ils ne sont pas condamnés à un tel mode de vie. Cette combinaison –un armement plus puissant et une autorité possiblement en déclin– peut pousser certains tyrans retors (et le jeune Kim n'est sans doute pas si retors que cela) à prendre des mesures extrêmes. Cela aurait au moins le mérite d'expliquer la raison pour laquelle Kim ne semble pas désarmer dans ses menaces, car agiter la menace d'une attaque étrangère est un excellent moyen de s'assurer de la docilité d'une population remuante. Il se pourrait bien que la tension retombe d'elle-même. Les manœuvres conjointes américano-sud-coréennes seront terminées à la fin du mois d'avril. On peut imaginer que Kim Jong-un délivrera alors un long discours dans lequel il s'attribuera, devant son peuple, le mérite d'avoir empêché les impérialistes américains et leurs marionnettes d'attaquer la patrie, ce qu'ils auraient certainement fait —maintiendra-t-il— si le peuple de Corée du Nord n'avait pas fait montre de sa courageuse détermination, un peuple qui doit demeurer vigilant (c'est à dire continuer de vivre sous la botte de l'oppression et dans la plus insigne misère) au cas où

les chacals se montraient à nouveau menaçants. Dans l'intervalle, le mieux qu'Obama puisse faire est de garder la même ligne –faire calmement la démonstration de la puissance militaire américaine, calmer les ardeurs de la Corée du Sud– et, autant que possible, ignorer le nabot de Pyongyang. Comme son père et son grand-père, ce que veut avant tout le jeune Kim, c'est que les grandes puissances le traitent comme leur égal. Si son père et son grand-père avaient, pour y parvenir, de curieuses façons de s'y prendre, les siennes sont manifestement plus psychotiques et le plus clair message qu'Obama et le reste du monde doivent lui adresser, c'est que de telles méthodes ne lui permettront pas d'obtenir ce qu'il souhaite.

10/ GEOPOLITIQUE DE L'INFORMATION :

• THEME 10 - 1 : La fiscalité numérique sur la table du CNNum

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 12 avril 2013

Auteur : La rédaction

Adressé par Elie Billaudaz

Fleur Pellerin l'avait annoncé : suite au rapport de Pierre Collin et Nicolas Colin, le dossier fiscalité numérique devait être transmis au Conseil national du numérique (CNNum) pour avis. Inséré dans la feuille de route intergouvernementale sur le numérique, le sujet est au centre de l'attention actuellement. On y verra évidemment la volonté - au moins en paroles - de lutter contre l'optimisation fiscale pratiquée par les géants du numérique. La piste principale évoquée par le rapport Collin & Colin concerne la taxation de la collecte des données numériques personnelles par les entreprises. Cela permettrait notamment de contourner les dispositifs d'installation d'entreprises à l'étranger, comme en Irlande pour le cas Google.

36 questions pour une consultation publique

Objectif affiché : une prise en compte dans la loi de programmation des finances de l'année 2014. Autant dire que le gouvernement semble déjà très favorable à l'idée avancée par les deux missionnés, et après le court avis rendu par le CNNum sur la neutralité de l'Internet, la fiscalité fait office de second tour de chauffe. Saisi par la ministre déléguée à l'Economie numérique, Fleur Pellerin, le CNNum a donc lancé une consultation hier, dans un billet intitulé "Participez à la concertation : quelle adaptation de la fiscalité pour accompagner la transformation numérique ?" On y apprend que le vice-président du CNNum, Godefroy Beauvallet, a déjà réalisé le travail préparatoire, mettant en place une série de trois réunions ouvertes à des personnalités ayant produit des "contributions écrites préalables qui seront normalement soumises au débat public". Les réunions auront lieu le 19 avril, le 17 mai et le 21 juin. 36 questions seront soumises au débat. Les questions sont disponibles au format PDF sur le site, et chacun peut les consulter et y répondre avant les dates ci-dessus, en tenant compte des délais : les neuf premières questions pour la première réunion, de 10 à 32 pour la deuxième, et les quatre dernières pour le 21 juin. Il est également possible d'y participer par email sur la page Facebook du CNNum. Le Conseil préparera, à l'issue de cette consultation, un document de synthèse qui devrait être disponible à partir du 15 juillet.

- **THEME 10 - 2 : La cyber sécurité : une priorité pour les Etats-Unis**

Source, journal ou site Internet : zdnet.fr

Date : 12 avril 2013

Auteur la rédaction

Adressé par Elie Billaudaz et Jean-Claude Tourneur

La France, par l'intermédiaire du prochain livre blanc de la défense, devrait souligner sa volonté d'accorder plus d'importance à la cybersécurité et à la protection des infrastructures vitales. Les Etats-Unis entendent eux aussi se doter de plus de moyens dans ce domaine.

Une volonté mise en exergue par le budget défini par l'administration Obama pour l'année fiscale 2014. Dans sa proposition de budget, qui sera soumise au Congrès, le président Obama souhaite accroître les moyens alloués à la cybersécurité.

810 millions de dollars pour protéger les réseaux fédéraux et privés



L'objectif : faire croître ce budget de 21%, c'est-à-dire y investir 800 millions de dollars de plus, soit au total 4,7 milliards de dollars. Et ce dans un contexte de réduction globale des crédits alloués au Pentagone, qui perdrait 3,9 milliards de dollars. Sur quels aspects de la cybersécurité, les Etats-Unis envisagent-ils d'affecter des moyens supplémentaires ? Notamment dans le développement de son « Cyber

Command », un département interarmées en charge de la cybersécurité. Le budget permettrait également à l'administration américaine de financer des travaux de recherche en cybersécurité et afin d'assister les entreprises dans la protection de leurs réseaux. Le DHS, le département de la sécurité intérieure préconise par ailleurs que lui soient alloués 810 millions de dollars pour la protection des réseaux fédéraux et des entreprises des secteurs sensibles de la finance, des télécoms et de l'industrie. 44 millions de dollars seraient eux affectés à la création d'un réseau entre les entreprises et les agences fédérales, réseau qui serait dédié au partage de données sur les hackers et les cyber-menaces.

- **THEME 10 - 3 : Fraudes à la carte bancaire : 1,7 milliards d'euros en 2012 en France**

Source, journal ou site Internet : zdnet.fr

Date : 12 avril 2013

Auteur : La rédaction

Adressé par Elie Billaudaz

Même si les consommateurs sont plus vigilants, les fraudes à la carte de paiement sur Internet continuent à fortement progresser. En janvier dernier, l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) indiquait qu'en 2011, 2,5% des ménages français ont déclaré avoir été victimes de ce délit, soit 600 000 ménages contre 500 000 un an plus tôt. 52% des victimes déclarent que la fraude subie "a été effectuée dans un commerce en



ligne", c'est-à-dire en utilisant leurs informations bancaires confidentielles, numéros de comptes, de cartes ou identifiants de connexion. Cette fois, c'est le livre blanc Certissim de FIA-NET qui fait le point sur cette tendance. Selon le spécialiste de la sécurité du e-commerce, les tentatives de fraude à la carte bancaire représentent près de 2,9% des 26 millions de transactions réalisées sur internet en France

en 2012. Avec une tentative sur 30 réussie, le montant des fraudes atteindrait 1,7 milliard d'euros sur les 45 milliards d'euros de chiffre d'affaires réalisé par le commerce en ligne français en 2012, soit une part de 3,91% en valeur.

Montant moyen des fraudes : 297 euros

Le montant moyen d'une transaction frauduleuse serait de 297 euros contre 323 euros en 2011. Le "panier moyen" est à la baisse mais le nombre de tentatives est donc à la hausse. Outre les volumes, c'est surtout les méthodes qui inquiètent : la fraude à la carte bancaire devenant de plus en plus une industrie articulée autour de réseaux de mieux en mieux organisés qui associe plusieurs techniques comme l'usurpation d'identité et le phishing par parvenir à leurs fins. Le tout étant de mettre la main sur des identités crédibles afin de contourner les protections des marchands et des banques. "Deux facteurs ont contribué à l'augmentation du risque de fraude sur Internet ces dernières années. D'une part, la démocratisation de la vente en ligne a créée de nouvelles opportunités, tant en volume qu'en valeur, pour les fraudeurs. D'autre part, le secteur a fait face à l'arrivée de nouveaux fraudeurs, professionnels, intégrés au sein d'organisations criminelles, améliorant sans cesse leurs méthodes et cherchant à industrialiser la fraude afin de maximiser le gain", explique le spécialiste. "Cette industrialisation est la différence majeure entre un fraudeur opportuniste et un fraudeur professionnel. Le premier ne donne pas suite à sa tentative lorsqu'elle est réussie alors que le second réitérera autant que possible une fraude aboutie", poursuit-il.

Autre tendance de fond, l'élargissement des domaines visés. Si la high-tech a longtemps été la plus prisée par les escrocs (car la revente de ces produits est aisée), FIA-NET souligne que toutes les familles de produits sont désormais touchées, même l'alimentaire. La crise n'est pas étrangère à ce phénomène. "Le contexte économique fait que toute marchandise est susceptible d'être fraudée et revendue, de l'alimentaire aux voyages jusqu'aux couches pour bébés", explique Alexandre Arcouteil, Responsable d'Activité Certissim.

- **THEME 10 - 4 : Le secteur informatique français s'essouffle en 2013**

Source, journal ou site Internet : [silicon](#)

Date : 12 avril 2013

Auteur : Ariane Beky

Adressé par Elie Billaudaz

Le secteur conseil, logiciels et services informatiques en France devrait croître de 0,3 % seulement en 2013, rapporte la fédération patronale Syntec Numérique. Après avoir sensiblement augmenté l'an dernier (+0,8 %), **le secteur informatique français** devrait enregistrer une croissance atone en 2013 (+0,3 %), d'après **Syntec Numérique**.

Le logiciel fait de la résistance

L'activité **édition de logiciels** résiste « *mieux que les autres* », selon les termes de la fédération patronale. Ainsi, malgré une fin d'année 2012 difficile, le segment devrait croître de **1,6 %** en 2013 (+1,9 % en 2012). Cette progression reste toutefois supérieure à celle publiée récemment (+0,7 %) dans le baromètre Cockpit Afdel/PAC/CXP... Tous mettent l'accent sur la progression du SaaS, qui représenterait 10 % du marché logiciel en 2013 selon Syntec Numérique. Globalement, les principaux relais de croissance restent : le Big data, le cloud computing et la mobilité. Moins bien loti que l'édition de logiciels, le **conseil en**

technologies est bousculé par l'allongement des cycles de décision et la baisse du volume des commandes. Plus porteur à l'international qu'au niveau national, le segment progresserait seulement de **0,5 %** cette année, après avoir gagné 2 % en 2012. Enfin, l'activité **conseil et services informatiques**, qui représente plus de 60 % du CA réalisé par l'ensemble du secteur (49,5 milliards d'euros en 2012), reculerait de **0,3 %** cette année, après avoir affiché une croissance nulle l'an dernier. Le segment souffre de la pression sur les prix et des relations parfois tendues entre les SSII et leurs clients. Concernant l'embauche, Syntec Numérique et IDC estiment à 6000 la création nette d'emplois dans le secteur informatique français en 2012. Cette année, les recrutements devraient se tasser.

Ne les appelez plus SSII !

Parallèlement à la publication de son étude de marché, Syntec Numérique tient à promouvoir un changement de nom symbolique. Selon les souhaits de la chambre professionnelle, les prestataires de services IT ne seraient plus qualifiés de SSII (sociétés de services d'ingénierie informatique) mais de **ESN (entreprises de services du numérique)**. Les termes SSII seraient-ils datés et trop souvent associés à la forte rotation de l'emploi ? Pour l'organisation patronale présidée par Guy Mamou-Mani (Open), la modification des structures et modèles économiques des entreprises du secteur, ainsi que l'extension du numérique à l'ensemble de l'économie, impliquent un nouveau nom.

- **THEME 10 - 5 : Le germanane comme alternative au silicium et au graphène**

Source, journal ou site Internet : silicon

Date : 12 avril 2013

Auteur : Rénald Boulestin

Adressé par Elie Billaudaz

Des chercheurs américains viennent de trouver une alternative aux matériaux de nouvelle génération tels que le graphène. Si le graphène présente des propriétés suffisamment prometteuses pour supplanter le silicium, une autre solution d'avenir pourrait provenir du germanium. C'est ce que laissent penser les résultats des recherches de l'équipe de scientifiques du professeur Joshua Goldberger de l'université d'État de l'Ohio située à Columbus.

Le germanium, encore et toujours

Le matériau dans lequel l'effet transistor a été observé pour la première fois en 1948 est encore utilisé actuellement dans le domaine des très hautes fréquences. Le germanium est en effet déposé en plusieurs couches sur du silicium pour donner le SiGe et permet l'utilisation de transistors bipolaires possédant une fréquence de transition élevée. Goldberger a nommé « germanane » le matériau monocouche qu'il a synthétisé par analogie au graphane qui est la version du graphène pour laquelle chaque atome de carbone se voit associé un atome d'hydrogène. Le chercheur et son équipe ont réussi à créer des réseaux cristallins purs de germanium avec des terminaisons hydrogène (GeH). Il s'agit d'une véritable gageure puisque les tentatives de faire croître des monocouches (épaisses d'un atome) stables de germanium étaient restées vaines jusqu'à présent.

Le germanane adapté aux applications optoélectroniques

La comparaison avec le graphane s'arrête là, car le germanane serait beaucoup plus facile à produire puisqu'il pourrait l'être avec un équipement conventionnel utilisé dans le domaine des semiconducteurs. « La plupart des gens voient le graphène comme le matériau électronique de l'avenir, a déclaré Goldberger. Mais le silicium et le germanium sont encore les matériaux du présent. » Par ailleurs, si la bande interdite du silicium est indirecte, celle du germanane est directe. Or, cette propriété est indispensable dans le cadre d'applications optoélectroniques. Les recherches avec le graphène ont déjà démontré que les propriétés électroniques des monocouches de semiconducteurs sont bien plus élevées que celles des matériaux en vrac avec des mobilités de porteurs supérieures. Précisément, dans le germanane, la mobilité des électrons est cinq fois supérieure que dans le germanium en vrac et 10 fois plus que dans le silicium. Ces propriétés intrinsèques du germanane le prédisposent à être utilisé pour fabriquer les dispositifs optoélectroniques et des capteurs avancés de prochaine génération.

11/ JOUR Par JOUR ... le 13 avril 2013

Source, journal ou site Internet : l'internaute magazine

Date : 13 avril 2013

Auteur :

Adressé par : André Dulou

1361

13 avril

Fondation de l'université de Pavie

L'[université](#) de **Pavie**, une des plus anciennes [universités](#) d'[Europe](#), est officiellement fondée par le saint [empereur](#) romain **Charles IV** en 1361. Mentionnée dès 825 dans un édit du [roi franc](#) d'Italie **Lothaire Ier**, l'[université](#) est principalement consacrée à l'étude du [droit](#) civil ecclésiastique et aux études théologiques. Elle est à l'époque le premier centre d'études du nord de l'Italie, et a accueilli au cours de son histoire certains des plus fameux intellectuels italiens.

1436

13 avril

Prise de Paris par Arthur de Richemont

Menée par le connétable **Arthur III de Richemont** (1393-1458), l'[armée](#) française entre dans [Paris](#), délivrant ainsi la ville de l'[occupation](#) anglaise. En novembre 1438, **Charles VII** (1403-1461) put réinvestir sa [capitale](#), abandonnée en 1418, y restaurant symboliquement son autorité. Commandé par le [comte](#) d'Angiviller au [nom](#) de **Louis XVI**, un [tableau](#) de Jean-Simon Berthélemy commémore l'événement : "La Reprise de [Paris](#) sur les Anglais" (1787).

1519

13 avril

Naissance de Catherine de Médicis

Catherine de Médicis naît le 13 avril 1519 à **Florence**. Fille de Laurent II de [Médicis](#) et de Madeleine de la Tour d'Auvergne, elle devient de 1547 à 1559 reine de France suite à son [mariage](#) avec [Henri II](#). A la mort de ce dernier, elle devient reine-mère et régente de 1560 à 1564 pour le compte de son fils **Charles IX**, obtenant ainsi de grands pouvoirs. Partisane de la tolérance civile, sa mémoire reste entachée par le [massacre](#) de la [Saint-Barthélemy](#), où son rôle reste trouble.

1570

13 avril

Naissance de Guy Fawkes

Guy Fawkes est né à [York](#), le 13 avril 1570. Ce catholique anglais est un des instigateurs de la **Conspiration des poudres** dont l'objectif était l'[assassinat](#) du [roi](#) d'[Angleterre](#) protestant, **Jacques Ier**, par l'[explosion](#) du [palais](#) de [Westminster](#), en novembre 1605. Cet acte radical était une protestation envers la politique royale en

matière de [religion](#). Démasqués, les auteurs de ce projet furent prisonniers, torturés, condamnés à mort et exécutés le 31 janvier 1606.

1598

13 avril

Signature de l'Edit de Nantes

Henri IV et son secrétaire Pierre Forget de Fresnes signent avec des émissaires **protestants** l'édit de **Nantes**. Les **huguenots** obtiennent du [roi](#) de France, converti à la [religion](#) catholique depuis 1593, la liberté de conscience et des garanties en matière de [droits](#). Les **protestants** peuvent se vouer à leur culte dans deux villages par bailliage ainsi que dans les villes où leur [religion](#) est déjà ancrée. Jouissant de l'égalité civile, ils peuvent occuper des [postes](#) publics, et ont pour garantie la concession de plus de cent villes françaises. Les anciens [temples](#) leur sont restitués et ils peuvent également en construire de nouveaux. L'édit de **Nantes** marque aussi la fin des [guerres](#) de [religion](#), mais ne sera jamais entièrement respecté. En partie aboli par [Richelieu](#) sous [Louis XIII](#), il sera révoqué en 1685 par [Louis XIV](#).

1695

13 avril

Mort du plus grand des fabulistes

Jean **de La Fontaine**, décède à l'[âge](#) de 74 ans. Il laisse derrière lui un héritage littéraire comptant près de 250 **ables**, de nombreux recueils de **contes** et bien d'autres poèmes, textes en prose ou en vers. Il sera reconnu par les générations à venir comme le plus grand fabuliste français.

1742

13 avril

"Le Messie" de Haendel présenté pour la première fois

Ecrit l'été précédent en seulement trois semaines, "le Messie" de **Haendel** est présenté pour la [première](#) fois à [Dublin](#), au profit d'institutions de charité. Frustré par ses échecs à l'[opéra](#), **Haendel** en utilise certains ressorts pour donner à son oratorio une dimension nouvelle, même si le caractère sacré du genre ne permet pas toutes les excentricités. Le [succès](#) de cette œuvre, qui deviendra la plus connue du [compositeur](#), sera pourtant tardive et essentiellement posthume.

1743

13 avril

Naissance de Thomas Jefferson

Thomas Jefferson naît à Shadwell ([Virginie](#)). Il débute sa carrière **politique** en 1769 en tant qu'élu à l'Assemblée de [Virginie](#) avant de devenir gouverneur. Il fut le principal rédacteur de la [déclaration d'indépendance](#) entérinée le 4 juillet 1776. En 1790, il devient [secrétaire d'Etat](#) du premier [gouvernement](#) des **Etats-Unis**. Il fut [président](#) des **Etats-Unis** de 1801 à 1809. Son premier mandat sera marqué le rachat de la [Louisiane](#) à la France pour 15 millions de [dollars](#). Son portrait apparaît sur les billets de 2 [dollars](#). Il décèdera le 4 juillet 1826 à Monticello.

1773

13 avril

Naissance de Joseph de Villèle

Le 13 [mars](#) 1773 naît le [comte](#) Joseph de [Villèle](#), à **Toulouse**. Cet homme politique connut son apogée lors des règnes de **Louis XVIII** et de **Charles X**. [Maire](#) de **Toulouse** en 1815, il fut, entre autres, entre 1821 et 1828, **ministre des Finances** et **président du Conseil**. Il donne sa [démission](#) en 1828 et se retire de la vie politique, jusqu'à sa mort le 13 [mars](#) 1854, dans sa ville natale.

1870

13 avril

Inauguration du Metropolitan Museum of Art

Le plus grand **musée** d'art des Etats-Unis ouvre ses portes sur la 5eme Avenue, à [New York](#). Construit par l'architecte R.M. Hunt, il abrite toutes les périodes de l'histoire de l'art, de l'Égypte antique à l'art contemporain.

1901

13 avril

Naissance de Jacques Lacan

Le psychiatre et psychanalyste français, **Jacques Lacan**, naît à [Paris](#) le 13 avril 1901.

Après un doctorat en **psychiatrie** en 1932, **Jacques Lacan** rejoint la **Société psychanalytique de Paris** en 1934. Ses théories, parfois controversées, restent des références dans la [psychanalyse](#) d'aujourd'hui, notamment le [stade](#) du miroir. Il meurt le 9 septembre 1981. On lui doit « **Le séminaire** » ou « **De la psychose paranoïaque dans ses rapports avec la personnalité** ».

1906

13 avril

Naissance de Samuel Beckett

Samuel Beckett est né à [Dublin](#) le 13 avril 1906. Cet homme de lettres, [prix Nobel](#) de littérature, écrivain, poète et dramaturge écrivait en anglais et en français. On associe son [nom](#) à une certaine idée du **théâtre** de l'[absurde](#), à la fois austère et minimaliste, en pensant notamment à la célèbre [pièce](#) **En attendant Godot** écrite en 1952. Il est décédé à [Paris](#) le 22 décembre 1989.

1912

13 avril

Le Royal Flying Corps est créé au Royaume Uni

Le [Royal](#) Flying Corps est créé le 13 avril 1912. Il s'agit du corps aérien de l'**armée** britannique. En 1912, ce corps compte 12 aérostats et 36 **avions** de [combats](#). Le [Royal](#) Flying Corps a une devise qui deviendra celle de la [Royal](#) Air Force d'aujourd'hui : "Per ardua ad astra" ("A travers l'adversité, jusqu'aux étoiles"). En 1918, le [Royal](#) Flying Corps fusionne avec le [Royal](#) Naval Air Service pour former le [Royal](#) Air Force.

1919

13 avril

Le massacre d'Amritsar

Lassés de l'emprise britannique, les habitants d'**Amritsar**, en **Inde**, décident le 13 avril 1919 d'organiser un rassemblement pacifique dans le **Jalianwalla Bagh**, un parc situé au [cœur](#) de la ville. Très vite, des dizaines de soldats sont envoyés sur place et ouvrent le feu, faisant près de 400 morts et blessant plus de 1000 personnes. L'évènement fut condamné dans [le monde](#) entier et provoqua des nombreuses [manifestations](#) à travers l'**Inde**. Il marque un moment fort vers le chemin de l'[indépendance](#) indienne.

1940

13 avril

Naissance de Jean-Marie Le Clezio

Né à [Nice](#), le 13 avril 1940, Jean-Marie Le Clézio connut le [succès](#) littéraire dès 1963, après la [publication](#) de son premier roman *Le Procès-verbal*. Il intègre le courant du Nouveau Roman et traite de thèmes liés à sa passion pour les cultures amérindiennes tels que le mysticisme et l'onirisme. L'**écrivain** de [langue française](#) et mauricienne reçut le **prix Nobel** de littérature en 2008 et, en 2011, il est [le grand](#) invité du [musée](#) du [Louvre](#).

1946

13 avril

Fermeture des maisons closes

La [loi](#) Marthe Richard, du [nom](#) de la conseillère municipale de [Paris](#) qui l'a élaborée, est votée par la [gouvernement](#) provisoire. Elle impose la **fermeture des maisons closes** en France. 20 000 [femmes](#) environ sont concernées par cette [loi](#) et près d'un millier de maisons de tolérance ferment leurs portes.

1950

13 avril

« L'Observateur » sort en kiosque

Gilles Martinet, Roger Stéphane et Claude Bourdet donnent [naissance](#) au premier numéro de « L'Observateur ». Ce dernier troquera son [nom](#) contre celui de « L'Observateur aujourd'hui », puis de « France observateur ». Fortement engagé à gauche, le [journal](#) regorge d'articles polémiques sur le [gouvernement](#) français. Malheureusement, les esprits militants d'autrefois sont moins virulents et le [journal](#) rencontrera d'importantes difficultés financières. Il sera malgré tout sauvé en devenant « le **Nouvel Observateur** ».

1964

13 avril

Sidney Poitier reçoit l'oscar du meilleur acteur

L'américain **Sidney Poitier** est le premier noir à recevoir l'**oscar** du meilleur acteur pour le [film](#) de Ralf [Nelson](#) "Lilies of the Field" ("Le lys dans les champs"). Avant lui, l'actrice

Hattie McDaniel avait remporté l'**oscar** du meilleur second rôle en 1939 pour sa prestation de nourrice dans "[Autant en emporte le vent](#)".

1970

13 avril

Apollo 13 : "Houston on a un problème"

Le réservoir d'oxygène du module de service de la mission spatiale lunaire **Apollo** 13 explose lorsque la [navette](#) s'approche de la [lune](#). Le programme est brusquement écourté et les trois [astronautes](#) présents à bord doivent retourner sur terre. James Lovell, John Swigert, Fred Haise se réfugient dans le LEM Aquarius durant toute la durée de leur sauvetage par les équipes techniques basées à **Houston**. Ils atterriront sains et saufs dans le Pacifique Sud. En 1995, la mésaventure des trois spationautes d'**Apollo** 13 sera portée au [cinéma](#) par le réalisateur Ron Howard.

1975

13 avril

La guerre civile éclate au Liban

Après l'[assassinat](#) d'un garde du corps du phalangiste **Pierre Gemayel**, les milices de ce dernier provoquent l'incident d'Aï Remmaneh : 27 palestiniens sont massacrés dans un bus. Déjà victime d'un climat de violence quasi-quotidienne, le Liban s'enfoncé à partir de cette date dans la [guerre civile](#). Créés par Gemayel en 1936, les Kataëb - [phalanges armées maronites](#) d'inspiration franquiste - s'opposent aux nationalistes et aux progressistes [arabes](#). Le territoire se partagera rapidement entre les deux camps qui s'affrontent dans les rues et multiplient les [massacres](#). L'[Etat](#) libanais, dont la crédibilité a été déjà affectée ces dernières années par des crises internes, n'est pas en mesure de réagir : une barrière est-ouest va alors s'ériger entre chrétiens et [arabes](#).

1997

13 avril

Tiger Woods nouvelle étoile du golf

A 21 ans, Eldrick "Tiger" Woods devient le plus jeune golfeur et le premier noir à remporter les Masters d'Augusta en Georgie. Déjà [champion du monde](#) junior en 1991, **Tiger Woods** détient un drive exceptionnellement long et précis qu'il doit à l'étonnante souplesse de sa colonne vertébrale. La Georgie a attendu 1975 pour autoriser les golfeurs noirs à disputer des compétitions.

12/ REVUE de PRESSE INTERNATIONALE en langue étrangère

• THEME 12 - 1 [Tell the Truth About the Arms Treaty](#)

Source, journal ou site Internet : New York Times

Date : 12 avril 2013

Auteur : Rachel Stohl

Adressé par : Jean-Claude Tourneur

ON April 2, the United States joined an overwhelming majority of countries at the United Nations in voting to adopt a treaty regulating the international trade in conventional weapons — a monumental achievement after seven years of diplomacy, lobbying and out-and-out arm-twisting. The United States pushed for the General Assembly vote last week after securing, in a March conference, the treaty language its negotiators wanted. Yet now, just days after the United Nations' 154-to-3 vote, top United States officials are already hedging on whether President Obama will sign the treaty when it opens for signature at the United Nations on June 3 — let alone whether the United States will ratify it, an act that would require the approval of two-thirds of the Senate. Sending such mixed signals is a grave mistake. The Arms Trade Treaty is consistent with America's national security interests, foreign policy goals, business interests and moral traditions, which is why United States negotiators worked so hard to create it. So what's behind the foreboding whispers? Some truly cynical domestic politics, it would appear. Those opposed to the accord have misrepresented what it does,

suggesting that it would somehow infringe on American gun owners' rights. It would do nothing of the kind. The treaty applies only to international transfers of conventional arms and, in fact, reaffirms "the sovereign right of any State to regulate and control conventional arms" within its territory. The treaty's preamble also makes specific reference to the legitimate trade, lawful ownership and use of certain conventional arms for recreational, cultural, historical and sporting activities. Secretary of State John Kerry emphasized these points in his statement welcoming the treaty's adoption, noting that "nothing in this treaty could ever infringe on the rights of American citizens under our domestic law or the Constitution, including the Second Amendment," a point on which the United States insisted throughout the negotiations. This treaty has no reach into domestic gun policy, nor would it create a United Nations gun registry. There is absolutely nothing in it that violates the Second Amendment. Still, in Washington, rhetoric can often trump fact. Indeed, its power can be seen in the fact that more than one-third of United States senators — including two Democrats — have co-sponsored a resolution opposing the treaty's ratification on Second Amendment grounds. Unless the Obama administration forcefully debunks the myth that the A.T.T. is a secret backdoor passage into domestic gun control — fears fueled by political opportunists who are misrepresenting the facts of the accord — this important global achievement is almost certain to be doomed. But Mr. Obama should also make clear to the American people what the treaty *would* do. The A.T.T. would help prevent the irresponsible and illegal transfer of conventional arms to commit violations of human rights and international humanitarian law. It would stop unscrupulous arms dealers from operating with impunity. It would provide at least some transparency and accountability in the arms trade. And it would establish common international standards for the trade in conventional arms — rules of the game, essentially — that countries must incorporate into national control systems. While the A.T.T. would not stop conflict overnight — and enforcement of its provisions, which is the responsibility of each ratifying country, is likely to remain an open question for years — it would most likely slow the spread of weapons that fuel conflicts and crime by making it harder for rogue regimes, rebel groups, terrorist organizations and criminals to get weapons. Importantly, the treaty would not force anything new upon the United States or upon American companies, because federal laws and regulations already require United States arms manufacturers to comply with a comprehensive export control system, one designed to keep American weapons out of the hands of human rights abusers and other bad actors. The treaty would simply level the playing field for our defense industry in the international marketplace by making other countries follow the same rules. This is good for American businesses. For the past five years I have worked as a consultant for the United Nations trying to bring the A.T.T. to fruition. I have watched ambassadors from small African states plead for this treaty in order to support their fledgling democracies. I have seen the world's largest arms exporters work together to adopt common standards to protect the credibility of the legal arms trade. The fact that even arms traders know that something had to be done should tell us something. But perhaps most telling about the treaty is the short list of countries that voted against it last week: Iran, North Korea and Syria. The United States should stand apart from these rogue regimes and demonstrate international leadership by swiftly signing and ratifying this historic accord.

Rachel Stohl, a senior associate with the Managing Across Boundaries initiative at the Stimson Center, is a co-author of the book "The International Arms Trade."

- [**THEME 12 - 2 : Japan Gives Taiwan Rare Concession in East China Sea Dispute**](#)

Source, journal ou site Internet : Voice of America

Date : 12 avril 2013

Auteur :

Adressé par : Jean-Claude Tourneur

TAIPEI — Japan gave Taiwan an unusual break this week in a stubborn ocean territorial dispute that also involves China. The first-ever concession met with applause in Taipei and a word of warning from Beijing. Japan controls the waters, but China and Taiwan both make unwavering claims. Taiwan had pushed Japan for expanded fishing rights since 1996, vying with Tokyo and China for control of a massive stretch of the East China Sea believed rich in fisheries and natural gas. On Wednesday talks reached a breakthrough, when Japan agreed to give Taiwanese fishing boats unconditional use of 4,530 more square kilometers of contested ocean. The fisheries concession does not affect Japan's four decades of control over the contested sea area, which is anchored by eight uninhabited islets. But the move signals that Japan wants relatively small Taiwan on its side, not China's. China has sent planes and allowed destructive mass protests to assert its claim since last year, when Japan nationalized the disputed islets it calls the Senkakus. Nathan Liu, international affairs professor at Ming Chuan University in Taiwan, says Japan was afraid Taiwan would team up with China. "I think it's because of what happened last year, because of the nationalization of the Senkaku islands, and China became more aggressive. So Japan worried about the cooperation between Taiwan and China. So that's the reason why they compromised a little bit," he said. China's Foreign Ministry spokesman, Hong Lei, urged Japan Wednesday to follow its pledges to recognize only one China and carefully handle issues involving Taiwan. China claims sovereignty over Taiwan and forbids its 170 diplomatic allies, including Japan, from activity that suggests Taiwan is a separate country. Taiwan's relations with China have improved since 2008 despite Beijing's claims of sovereignty and Taiwan's continued self-rule, though officials in Taipei say they are not allied with Beijing in the maritime dispute. Japan, the world's third largest economy, already spars with China, the second largest, on a host of other political and historical issues. Japan considers Taiwan a close informal ally, especially during heated disputes with China. The fisheries breakthrough was received well in Taiwan, where President Ma Ying-jeou has been criticized for doing too little on diplomacy. Anna Kao, spokeswoman for the Foreign Ministry in Taipei, says the fisheries deal followed Taiwan's efforts to improve ties with Japan. She says Taiwan has been gradually pushing for improved relations with Japan and only on that foundation were the two sides able to reach consensus on fishing rights. Taiwanese fishing boats have historically trawled the disputed waters that are 222 kilometers east of Taipei but would be turned away by Japanese coast guard vessels. Local media reported that the fishing industry was ecstatic about the rights deal as about 800 vessels make their way to the disputed ocean area every year.

- **THEME 12 - 3 : Japan's missile defence plan: some facts**

Source, journal ou site Internet : AFP

Date : 11 avril 2013

Auteur :

Adressé par : Jean-Claude Tourneur

Japan has deployed missile batteries in its heaving capital to defend the 30 million people who live in the greater Tokyo area from any North Korean attack. Here are some key facts about Japan's ability to protect itself.

WHAT IS JAPAN'S MILITARY CAPABILITY?

Japan's Self Defense Forces have a total of approximately 250,000 full time service personnel. As of March 2012, Japan had 143 military vessels and 420 combat aircraft. It spends around \$50 billion on its military every year, equivalent to around one percent of Gross Domestic Product. The military is well-equipped, well-trained and makes use of technology. Japan is also host to around 47,000 US military service personnel, who have with them a large amount of military hardware. South Korea has deployed two Aegis destroyers, one off each coast, equipped with advance radar warning systems to track any missile launch.

WHAT HAS JAPAN DONE TO DEFEND AGAINST A NORTH KOREAN MISSILE?

Four Aegis-equipped destroyers routinely ply waters around the archipelago. Presently, two of them are in the Sea of Japan (East Sea). There are 16 Patriot Advanced Capability (PAC)-3 firing units based in Japan's four different regions. The number of individual PAC-3 launchers is reported to be 28. The US forces in Okinawa are reported to have a further 24. In anticipation of Pyongyang's launch, four PAC-3 batteries were moved to the Defense Forces headquarters in Tokyo and three other ground force camps surrounding the capital. However, some commentators warn that North Korea's most recent missile technology allows them to launch from the back of a moving vehicle. This could make any incoming North Korean missile more difficult to intercept because it is harder to calculate a trajectory.

IN WHAT CIRCUMSTANCES WOULD JAPAN TRY TO SHOOT DOWN A NORTH KOREAN MISSILE?

Japan's law allows its military to shoot down a North Korean missile in the air over its territory or over the high seas when it is headed toward its territory and feared to endanger lives or property. Analysts say Japan is unlikely to be the target of any launch, but that the technological or mechanical failure of a North Korean missile intended to be fired into the Pacific might mean a missile -- or parts of it -- could fall on the country. It is likely this eventuality that Tokyo is guarding against.

WHAT HAS HAPPENED DURING PREVIOUS NORTH KOREAN LAUNCHES?

North Korea fired a rocket without warning on August 31, 1998, in what it said was an attempt to put a satellite into orbit. The first stage landed in the Sea of Japan and the second crossed Honshu island and fell into the Pacific. That launch led to the 2003 decision to deploy Aegis destroyers equipped with sea-based SM-3 interceptor missiles and the land-based Patriot surface-to-air missiles. On March 27, 2009, Japan's defence minister issued a shoot-down order for the first time in response to North Korea's preparations to launch a modified rocket. The rocket blasted off on April 5, flying harmlessly hundreds of kilometres (miles) above Japan's northeast. Japan's defence forces did not try to intercept it. On March 30, 2012, another shoot-down order was issued when North Korea said it was launching a satellite, however the long-range rocket disintegrated soon after lift off on April 13. A third shoot-down order was issued on December 7, 2012, as North Korea readied a rocket that flew south over Okinawa five days later. The rocket passed over the southern island chain outside

the range of Japanese SM-3 and PAC-3 interceptor missiles, which were not launched. Japan's defence minister issued the latest shoot-down order on April 7.

WHAT IS LIKELY TO HAPPEN THIS TIME?

Toshimitsu Shigemura, a Korean affairs specialist and professor at Tokyo's Waseda University, said North Korea is not aiming the rocket at Japan. "Japan has the right under international law to shoot down a missile which is passing over if it is launched without warning. North Korea may criticise Japan for such an action but may not do anything further," he said. Masao Okonogi, an honorary professor at Keio University, said North Korea may be aiming the rocket toward Guam or Hawaii. "There is a remote possibility that part of the missile will fall over Japan. Such debris will burn up on re-entry so it is very unlikely that anything will actually hit Japan. "If, however, the rocket is fired toward Japan, it is clearly military action and it is inevitable that Japan will try to shoot it down."

- **THEME 12 - 4 : Pentagon's proposed budget about same as last year**

Source, journal ou site Internet : Washington Post

Date : 11 avril 2013

Auteur :

Adressé par : Jean-Claude Tourneur

President Obama's proposed \$526.6 billion defense budget would keep military spending relatively steady in 2014, while calling on the Pentagon to find \$150 billion in savings over the next decade as it wraps up an era of costly ground wars and invests to fight emerging threats such as cybersecurity. The plan's biggest pitfall may be that it was drawn up under the assumption that automatic cuts mandated by Congress will somehow be averted by the end of this fiscal year, an assumption that analysts called foolhardy. President Obama on Wednesday unveiled a \$3.77 trillion spending plan that proposes modest new investments in infrastructure and education, major new taxes for the wealthy and significant reforms aimed at reducing the cost of Social Security and Medicare. Analysts said the budget also is problematic because the bottom line is predicated on initiatives that lawmakers have rejected, including base closures, cuts to health-care benefits and the elimination of weapons systems. The plan puts off decisions on steeper troop reductions and deep cuts to weapons programs — steps that would achieve bigger savings. The proposal amounts to a roughly 1 percent drop in spending compared with 2013. As the budget blueprint was released, Defense Secretary Chuck Hagel said the Defense Department wants to work with lawmakers to make critical fiscal changes that have been blocked previously, arguing that the nation's debt crisis should force leaders to reach difficult compromises. "Current fiscal realities demand that we make tough decisions that have been deferred in the past," he told reporters Wednesday. "The longer we put this off, the harder it's going to be, particularly given the uncertainty that still exists about future levels of defense spending." Critics started knocking the budget hours before it was officially presented. Some said the proposed spending level remained unreasonably high while others argued that some of the specific cuts it outlines were unwise. Sen. James M. Inhofe (Okla.), the ranking Republican on the Senate Armed Services Committee, said the the president's plan would meet stiff opposition in Congress. "This proposal only continues his unfortunate history of saddling the men and women of our military with disproportionate and illogical budget cuts that drastically undermine the readiness and capabilities they need to operate in an increasingly dangerous world," Inhofe

said in a statement. Defense budget debates occur every year, but the fight over next fiscal year's finances is likely to be unusually complex and protracted. It is complicated by the intricate politics of debt reduction policy, which last month triggered \$41 billion in automatic cuts the military must absorb evenly across the force by Oct 1. If the White House and Congress are unable to reach a compromise on comprehensive spending reductions this year, the process known as sequestration could continue to chip away at the Pentagon's budget, cutting as much as \$500 billion over the next decade. The current round of dealmaking begins amid concern about the prospect of armed conflict in the Korean Peninsula, where the North Korean leader has vowed to go to war with his southern neighbor and threatened to fire missiles at the United States. Pyongyang's warmongering has put U.S. defense officials in a bind, as they continue to portray sequestration as a dire threat to military readiness and affirm to foes and allies that the country's military might remains robust. "The administration is trapped between a rock and a hard place," said Travis Sharp, a fellow at the Center for a New American Security. "I think it causes confusion abroad, where allies are really sensitive to changes in our defense budget." Hagel said that North Korea is "skating very close to a dangerous line," but vowed that the United States "is ready for any contingency." Gen. Martin Dempsey, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, acknowledged that the budget plan assumes that an alternative to sequestration will be found and lamented that "uncertainty persists about what the top line will be for this and any future budget." He said the document reflects an "investment in our priorities," which include funding troops deployed overseas, bolstering cyber-defense capabilities, and maintaining conventional and nuclear weapons. A striking omission is an estimated cost of supporting operations in Afghanistan and drawing down troops and equipment. The budget set spending for Afghanistan at \$88.5 billion, about the same level as last year. But officials said that figure will almost certainly be revised as final decisions are made on the pace of the Afghan drawdown and the military gets a clearer sense of how much it will cost to ship back troops and their gear. Gordon Adams, a national security budget expert who served in the Clinton White House, called the proposed defense budget "illusory," saying he thinks the type of compromise on deficit reduction that would make the plan viable is highly unlikely. "They continue to harbor the illusion that sequestration is a horrible thing that needs to go away," he said. Sharp, the other defense budget analyst, said the longer sequestration remains in effect, the less likely an alternative approach becomes. "Once it sinks in as the status quo and all the political costs have been incurred, there's no reason to try to undo it," he said.

[13/ Titres des articles pouvant être demandés à l'adresse adulou@numericable.fr, qui vous les adressera dans la journée de la demande.](#)

Ces articles n'ont pu être insérés dans la revue de presse. Pour recevoir un ou plusieurs articles, il suffit d'adresser un message électronique à l'adresse : adulou@numericable.fr;

1) articles en langue française :

- Alcatel-Lucent déploie la 400G (400 GBits/s) au Canada
- France Télécom dixième opérateur mondial
- Une députée interroge le gouvernement sur l'utilisation du DPI par les opérateurs
- Salons Cloud et Data Center : des annonces
- Que faire face au cyberpiratage ? L'exemple du Genopole
- Synthèse de presse du 11 avril (douane)
- Synthèse de presse du 10 avril 2013 (douane)
- le-cout-de-la-piraterie-somalienne-en-diminution-de-13-en-2012
- Comment la France négocie l'achat de drones américains /Challenges
- Pacte de compétitivité : Louis Gallois revient sur les premières mesures- L'Usine Nouvelle
- The Hindu (Inde) Les allemands de HDW pourraient avoir du mal à vendre leurs sous-marins à l'étranger
- STMicroelectronics : Les récepteurs de positionnement de satellites de ST marquent une étape historique dans le développement du système de navigation européen
- DGSE : nouveau patron, moyens en hausse Vincent Lamigeon, Challenges -
- Bernard Bajolet à la DGSE, une décision logique Par Jean Guisnel - Défense ouverte - Le Point.fr
- Les missiles nord-coréens peuvent-ils frapper les Etats-Unis ?
- La face cachée du stalinisme
- Le projet d'achat des Gripen de nouveau affaibli en Suisse Elodie Vallerey - Usinenouvelle.com
- Cybersécurité : électrochoc en vue pour les entreprises -
- Contrat de partenariat public-privé dans la défense : vers une économie de l'usage cercle des Echos
- USA: projet de budget stable pour la défense à 527 milliards de dollars
- TELOS La crise des missiles de Corée
- La stratégie furtive de Barack Obama : une novation majeure La Tribune, Jean-Louis Gergorin
- Géopolitique et matières premières : l'enjeu de la sécurisation des ressources à l'aune de la flambée du prix des matières premières de 2008
- Bernard Bajolet prend la tête de la DGSE L'EXPRESS.fr (AFP)
- Défense : l'Etat actionnaire défend mal ses intérêts stratégiques -Comptes-publics.
- Pour la Cour des comptes, l'Etat a trop lâché à Dassault Vincent Lamigeon - challenges.fr
- la-marine-americaine-va-deployer-pour-la-premiere-fois-une-arme-laser-sur-lun-de-ses-batiments.

- dcns-la-cour-des-comptes-critique-sur-la-place-prise-par-dassault.
- Lagardère sort d'EADS pour 2,28 milliards d'euros LesEchos.fr
- Jean-Yves Le Drian confie à Erik Orsenna et Benedict Donnelly une mission sur la valorisation du patrimoine culturel maritime du ministère de la Défense
- Astrid Gouzik - Usinenouvelle Défense : la Cour des comptes formule cinq recommandations pour défendre les intérêts de l'Etat
- Dominique Gallois - LE MONDE L'Etat invité à se comporter en actionnaire avisé dans la défense
- Défense : peut-on se financer en vendant les bijoux de famille ?
- Amaury de Hauteclouque, le patron du RAID, quitte son poste Le Monde

2) Articles en langue étrangère :

- AIA: Repealing Sequestration Step One in Keeping America Second to None
- More delays in Brazil air force upgrades
- Four Lessons of the Falklands War Robert Farley - Flashpoints
- Pentagon to Seek Less for Missile Defense in 2014 Budget Bloomberg

